



**BULLETIN**  
**D' HISTOIRE**  
**ET DE**  
**SOCIOLOGIE**  
**DU XX<sup>e</sup> SIECLE**

octobre 72

---

n° 40

---

<i>Présentation du C.C. Samedi et dimanche 21-22 octobre 1972</i>	<i>p. 3</i>
<i>1) Indochine Rapport de Sterne</i>	<i>p. 4</i>
<i>Amendement Delphin à la résolution Indochine. Vote</i>	<i>p. 6</i>
<i>2) Demandes d'adhésion des militants et dirigeants du PSU.</i>	<i>p. 7</i>
<i>4) Points divers</i>	<i>p. 8</i>
<i>5) Rapport sur « Où en est le débat de Congrès » Jebracq.</i>	<i>p. 8</i>
<i>Votes</i>	<i>p. 9</i>
<i>6) Rapport Jebracq sur la construction des villes</i>	<i>p. 10</i>
<i>Rapport Roger sur la formation</i>	<i>p. 14</i>
<i>Texte sur les permanents : Delphin</i>	<i>p. 16</i>
<i>7) Sur la question de la tactique électorale au 1er tour. Rapport Volodar.</i>	<i>p. 17</i>
<i>8) Ordre du jour du Congrès Rapport de Roger</i>	<i>p. 19</i>
<i>Liste des BI à sortir</i>	<i>p. 21</i>
<i>Annexe : Projet d'amendement à la thèse II du CC. El Monte</i>	<i>p. 21</i>
<i>Déclaration de Tendance Tendance 2</i>	<i>p. 22</i>
<i>Plate-forme de la tendance 2</i>	<i>p. 23</i>

# PRESENTATION DU CC

Avant dernier Comité Central avant le 3ème Congrès, les travaux de ce week-end n'en ont été que plus nombreux et plus complexes. Avec un ordre du jour chargé, en 17 heures de séance, il y a eu environ 30 votes différents, les uns sur des affaires courantes (réadhésions, reconnaissance de ville, etc...), les autres sur des résolutions soumises au Congrès. Ce BI est donc un reflet – un peu difficile à suivre – de l'ensemble de ces travaux : nous le sortons d'urgence parce que les militants y trouveront tout ce qui est nécessaire pour comprendre comment se prépare et comment va se tenir le Congrès.

## Ordre du jour

### Samedi 21 :

14h-17h30 : discussion sur  
Indochine et FSI  
présentation de la résolution  
et rapport de Sterne

17h30-18h30:  
examen des demandes  
d'adhésion de JM Vincent  
Leucate, Kergoat et des  
autres militants PSU  
rapport de Delphin

18h30-19h30:  
rapport de Lourson sur  
«Lutte Ouvrière » et nous

20h30-21h:  
rapport armée de Delphin

21h-22h:  
points divers

### Dimanche 22

8h30-10h30:  
où en est le débat de  
Congrès  
rapport de Jebracq  
suivi de discussion et  
de vote

10h30-12h30:  
débat sur « le premier  
tour des élections »  
rapport de Volodar  
discussion et vote

13h30-17h30:  
problèmes d'organisation  
a) construction des  
villes (Jebracq)  
b) formation (Roger)  
c) permanents (Delphin)

17h30-18h30:  
adoption de l'ordre  
du jour du congrès  
publicité des débats  
rapport de Roger

18h30:  
fixation du prochain C.C.

### Etaient absents au C.C. (ou partis du C.C.) :

Brice - Henry - José (excusé le samedi)  
Sand (excusée) - Sandor (excusé) -  
Verjeat (excusé) - Verla (excusée) -  
Bertrand (excusé) - Mathilde (excusée le  
samedi) - Buzard (excusé le dimanche)  
Philippe (excusé le dimanche) -  
Alexis (excusé le dimanche après-midi).

## Indochine I Rapport de Sterne

Résolution sur le problème des négociations dans la politique du GRP et nos tâches.

Adoptée majoritairement  
au CC du 21-22 octobre 1972.

1) La révolution indochinoise, confrontée au plus puissant pays impérialiste et laissée sans soutien conséquent par l'URSS et la Chine, ne peut espérer vaincre par des voies purement militaires. C est pourquoi, conjointement au développement de la guerre révolutionnaire, le problème de la solution politique du conflit, c'est à dire des négociations domine régulièrement l'actualité indochinoise. Ces situations où l'aspect diplomatique l'emporte sur les autres dans la grande presse internationale favorise les flottements dans le mouvement de solidarité mondial. Et ce d'autant plus que la révolution vietnamienne est l'enjeu d'une bataille d'interprétations entre les principaux courants politiques internationaux. En France, par exemple, le PCF voit dans les 7 points du GRP une validation de son programme de démocratie avancée, et Lutte Ouvrière ou l'AJS, une confirmation de leur analyse de la nature contre-révolutionnaire du FNL. Pour renforcer le mouvement de solidarité comme pour permettre à la révolution indochinoise de jouer pleinement son rôle d'éducation de la nouvelle génération révolutionnaire dans le monde, nous nous devons d'apporter le maximum de clarté sur le problème des négociations. D'autant plus que des flottements se font sentir jusque dans les rangs de l'organisation.

2) Il est en premier lieu important de souligner que dans le rapport de forces en constitution en Indochine, la réalisation effective des principaux points de proposition du GRP lui donnerait le pouvoir au Sud-Vietnam. Ces points considérés comme primordiaux par les vietnamiens eux-mêmes, les deux premiers, impliquent en effet le démantèlement de la présence américaine. Par le retrait des troupes et du matériel US, la destruction de leurs bases, la démission de Thieu, et l'arrêt de toute aide américaine à l'administration fantoche. Cette dernière perdrait donc l'essentiel de ses appuis extérieurs, alors que les révolutionnaires renforceraient leur potentiel militaire, politique, administratif. L'actuelle offensive du front révolutionnaire indochinois et l'incapacité de l'armée fantoche à passer à une contre-offensive significative, malgré un effort de guerre US sans précédent, le prouve. Malgré la vietnamisation, l'urbanisation forcée, l'intéressement à l'économie de guerre de couches sociales aussi nombreuses que possibles, la corruption élargie et la constitution d'une armée fantoche de plus d'un million d'hommes, l'impérialisme US n'a pas réussi à faire émerger un régime néo-colonial capable de faire face seul à la poussée révolutionnaire. Derrière la terminologie Union Nationale, utilisée par le GRP et le FNL, les militants révolutionnaires doivent voir la réalité des rapports de forces sociaux et politiques. L'impérialisme US, qui depuis plus d'un an se refuse à prendre en considération les 7 points du GRP, comme Thieu, ne s'y sont pas trompés.

3) Au delà des textes eux-mêmes, la garantie essentielle quant au contenu que revêtirait le gouvernement coalition tri-partite proposé par le GRP réside donc dans la profondeur du processus révolutionnaire et la place qu'occupe le parti communiste vietnamien. La résistance vietnamienne n'a trouvé sa force que parce qu'elle a su allier lutte de libération nationale, révolution sociale. Avec la seconde guerre d'Indochine, le processus de mobilisation révolutionnaire s'est approfondi au Vietnam et élargi au Cambodge. L'existence d'un Etat ouvrier au Nord-Vietnam illustre lui aussi les modifications intervenues en 15 ans, tandis que les perspectives de réunification sont un puissant levier pour le développement de la lutte des classes. De plus, le rôle du PCV est déterminant dans l'organisation du front à tous les niveaux. Or, son histoire montre que depuis l'engagement de la lutte armée, il n'a pas perdu de vue l'objectif essentiel de la prise du pouvoir. Même les périodes les plus contestées ne le démentent pas. La prétendue dissolution du PC en 45, et les accords passés alors avec la France, n'ont pas empêchés la reprise du combat sur l'ensemble du territoire en 46. Les accords de Genève se sont certes soldés par un compromis sur le fond au Vietnam avec le retrait des forces militaires Vietminh du Sud. Ce compromis s'est soldé par un partage territorial qui devait être provisoire ; mais la responsabilité essentielle en incombe d'abord à l'URSS et à la Chine, qui ont pesé de tout leur poids sur le vietminh pour lui imposer le retrait de ses exigences antérieures ; et ceci n'est pas infirmé par le fait que les illusions véhiculées probablement encore par la direction vietnamienne sur l'URSS et la Chine, ont facilité la signature des accords et leur respect par le vietminh. Aujourd'hui, parallèlement au développement de la seconde guerre d'Indochine, le PCV a affirmé avec toujours plus de force son indépendance politique et la dénonciation constante qu'il fait depuis plus d'un an de la politique de coexistence pacifique menée par l'URSS et la Chine, doit être comprise comme le pendant des propositions de négociations du GRP, qui se refuse ouvertement à la tenue d'une nouvelle conférence de Genève. Un nouveau partage du sud-vietnam n'est plus possible. Ce que les propositions du GRP impliquent, c'est la question du pouvoir de classe sur l'ensemble du territoire vietnamien.

4) Cependant ces propositions ne sont pas sans conséquences négatives sur le plan international. Par leur terminologie d'Union Nationale, elles facilitent l'interprétation stalinienne ou nationaliste petite-bourgeoise de la révolution vietnamienne, aussi bien qu'elles renforcent les analyses dogmatiques ou sectaires ; elles n'aident pas par là à l'éducation de l'avant-garde révolutionnaire dans le monde. Il reste donc à expliquer pourquoi ce type de propositions est fait aujourd'hui ; une première explication relève de la nature de l'orientation du PCV. Le communisme vietnamien a rompu avec la politique stalinienne du bloc des 4 classes, même s'il en utilise parfois la terminologie. En affirmant la direction prolétarienne, le caractère fondamental de l'alliance ouvrière et paysanne, et la nécessaire transcroissance socialiste de la révolution coloniale, il a renoué avec les implications pour le monde colonial de la théorie de la révolution permanente ; et il a rompu avec la politique stalinienne de coexistence pacifique.

Mais ce réarmement politique du communisme vietna-

mien s'est opéré essentiellement à partir de la confrontation pratique avec les problèmes soulevés par le développement de la révolution indochinoise, et de l'attitude de l'URSS et de la Chine à l'égard de cette révolution. Il n'est pas passé par une réévaluation théorique fondamentale de l'histoire et des débats du mouvement communiste international (notamment entre l'opposition de gauche et la bureaucratie stalinienne en URSS). En conséquence, le PCV continue à véhiculer un certain nombre de pratiques et de conceptions héritées de l'éducation fournie par l'IC d'après 1930. Par exemple, sans rompre avec la perspective stratégique de la prise du pouvoir, et au nom de la nécessité d'isoler l'adversaire pour l'affaiblir, le PCV a régulièrement ouvert le front uni en direction des couches supérieures de la société vietnamienne au prix, entre 1940 et 1953, d'un ralentissement des luttes de classes à la campagne au nom de l'ouverture en direction des «propriétaires fonciers progressistes». Cet exemple est intéressant en ce qu'il montre que d'une part le PCV a su réorienter sa politique au bénéfice de la lutte des classes (réforme agraire radicale de 53, politique agraire au nord à partir de 56, programme agraire du FNL), mais que d'autre part, il n'a pas fait (pour autant que nous puissions le savoir) des critiques du fond théorique des références qui servaient de soubassement à cette politique. En effet, à une exception près (l'ensemble des textes de Giap publiés sous le titre «Guerre du peuple, Armée du peuple»), l'essentiel des textes vietnamiens publiés en français soulignent seulement le retard enregistré dans l'appréciation et l'application d'une nouvelle politique agraire. Bien qu'aujourd'hui rien n'indique au contraire que de telles erreurs freinent le développement des luttes de classes au vietnam, les propositions en 7 points du GRP reflètent cette tradition politique du communisme vietnamien. Ceci dit, nous ne pouvons nous satisfaire d'une critique unilatérale; non seulement parce que la situation a largement évolué depuis 53, mais surtout parce que l'explication essentielle des propositions du GRP réside ailleurs: dans la situation internationale de la révolution indochinoise.

5) Ces propositions sont en effet profondément dépendantes de l'isolement politique, à l'échelle internationale dans lequel elle se trouve placée. La révolution coloniale marque le pas, alors que la révolution dans les pays capitalistes développés, dans les états ouvriers bureaucratés, n'en est qu'à regrouper ses forces, ce qui interdit l'ouverture de nouveaux fronts susceptibles de soulager le front indochinois. L'affaiblissement du mouvement anti-guerre aux USA et dans le monde laisse les mains beaucoup plus libres au gouvernement Nixon pour poursuivre son escalade militaire. La politique de coexistence pacifique menée aujourd'hui aussi bien par la Chine que par l'URSS, interdit au «camp socialiste» d'appuyer de façon conséquente les offensives politiques et diplomatiques des révolutionnaires indochinois, aussi bien que de leur fournir l'aide nécessaire à la défense du Nord et des zones libérées face à l'escalade US, et pour porter des coups décisifs aux armées fantoches. Une telle situation, avec le sacrifice immense qu'elle impose au peuple d'Indochine, oblige les révolutionnaires vietnamiens à rechercher le compromis maximum, qui, tout en préservant l'essentiel, faciliterait l'acceptation par l'impérialisme d'un retrait effectif. Ce que les révolutionnaires vietnamiens peuvent proposer comme compromis

au gouvernement américain, c'est de lui permettre de sauver la face, c'est à dire de camoufler aux yeux du monde l'ampleur de la défaite, et donc de relativiser les implications immédiates de la révolution vietnamienne dans le monde (et en tout premier lieu aux USA et dans la révolution coloniale). C'est ainsi qu'il faut comprendre la proposition en 7 points du GRP. Il n'existe pas dans le communisme vietnamien de théorie de l'état de démocratie nationale à la maoïste, soit disant intermédiaire entre l'état bourgeois et l'état ouvrier. Au lendemain des accords de Genève, la RDVN au Nord s'est proclamée état socialiste. Les assouplissements apportés le 11 septembre 72 aux 7 points du GRP (Pas de précisions quant au moment où doit intervenir la démission toujours nécessaire de Thieu; pas de date fixée au retrait des troupes US) doivent aussi être compris dans ce cadre. Le rapport de forces en Indochine même évolue en faveur des révolutionnaires, ce qui ne leur permet certes pas encore d'emporter des victoires décisives, mais ce qui élargi néanmoins leur marge de manoeuvre. Parallèlement, leur isolement international se solde par un accroissement sans précédent de l'escalade US au Nord et dans les zones libérées du Sud, ce qui interdit de durcir les exigences.

Le compromis proposé par les révolutionnaires indochinois vietnamiens est donc réel. Mais nous devons clairement affirmer qu'aucune direction révolutionnaire ne pourrait échapper, aussi juste que soit son orientation, aux contradictions de la situation de la révolution indochinoise. Si le débat politique reste toujours nécessaire, les révolutionnaires dans le monde et en France, doivent toujours tenir compte au premier chef de cela dans leur jugement. Et ne pas oublier les sacrifices déjà consentis par les peuples d'Indochine non seulement pour leur propre libération nationale et sociale, mais encore pour la révolution mondiale.

6) Dans ces conditions, quelles sont nos tâches? En premier lieu, nous devons réaffirmer que le mouvement de solidarité ne doit pas être lié dans ses mots d'ordre et ses actions par les compromis auxquels sont acculés les révolutionnaires indochinois. De même que les remerciements adressés par le GRP au gouvernement français ne doivent pas nous interdire de dénoncer les complicités françaises; notre rôle n'est pas de rechercher les compromis raisonnables mais de tendre à créer les meilleures conditions possibles pour la victoire de la révolution indochinoise. C'est pourquoi nous ne centrons pas notre activité autour du soutien aux 7 points du GRP, mais autour des mots d'ordre: «soutien total jusqu'à la victoire finale». C'est aussi pourquoi nous luttons pour le retrait immédiat de toute les forces US d'Indochine sans tenir compte des dates de délais avancés par le GRP.

7) Ceci dit, cela ne suffit pas à définir notre attitude quand la question des négociations domine l'actualité. Le front diplomatique est secondaire, dépendant des fronts militaire et politique. Il n'en a pas moins une certaine importance car il donne lieu à un véritable affrontement politique à l'échelle internationale où chacun des «protagonistes» cherche à faire accréditer par l'opinion mondiale ses propositions de règlement du conflit (les 7 points du GRP, les 8 points de Nixon). Nous ne pouvons donc nous définir par rapport aux 7 points comme par rapport à un programme politique.

Nous nous sommes toujours refusés à soutenir le programme du FNL ou du GRP en tant que tel. Car, bien qu'étant le programme du front et non du PCV, il pose tout le problème des références théoriques du communisme vietnamien. Les 7 points du GRP sont avant tout les éléments de la bataille diplomatique entre les révolutionnaires vietnamiens et l'impérialisme US. Leur publication en juillet 71 a mis Nixon dans une situation dont il ne s'est échappé que grâce à l'annonce de son voyage à Pékin, puis à Moscou. Les amendements du 11 septembre sont le pendant de la poursuite de l'offensive sur le terrain. Notre attitude concrète n'est pas indifférente à l'efficacité de ces offensives politico-diplomatiques. Nous devons populariser la proposition de négociations avancées et réclamer qu'une réponse positive leur soit apportée. C'est ainsi qu'il faut comprendre notre soutien aux 7 points. Nous illustrons par là le fait que notre soutien à la révolution indochinoise est inconditionnel s'il n'est pas non critique.

8) Cependant, pour les raisons précédemment indiquées, ce soutien ne peut s'accompagner de l'adoption de la terminologie et de l'enrobage idéologique des 7 points. Même si le gouvernement proposé par le GRP s'intitule de «Concorde nationale», c'est à nous de montrer qu'il n'y a pas de réconciliation nationale possible au Vietnam comme ailleurs, entre classes exploitée et exploiteuse. Nous comprenons pourquoi les Vietnamiens sont amenés à faire de telles propositions. Nous n'avons pas à en aggraver les conséquences en les reprenant à notre compte. Nous soutenons les révolutionnaires vietnamiens, y compris lorsqu'ils sont amenés à dérouler «le tapis rouge» devant Nixon. Mais nous sommes résolument pour que le gouvernement US «perde la face». En ce sens, l'article de Paulet (Rouge n° 171) était particulièrement dangereux, car il tendait à avaliser la terminologie confusionniste des propositions du GRP.

9) L'analyse des causes et des conséquences des propositions du GRP indique à nouveau l'urgence pour les révolutionnaires, du développement du mouvement de solidarité international. Parce que c'est dans la situation d'isolement international que réside la faiblesse essentielle de la révolution indochinoise. Parce que telle est la condition d'une éducation effective de la nouvelle génération mondiale au travers de l'exemple vietnamien.

### Amendement Delphin à la résolution Indochine

Pour des raisons indiquées dans cette résolution, dans sa propagande propre la LC n'apporte pas son soutien public à la totalité des formulations des 7 points, notamment celle sur le gouvernement de «concorde nationale», mais elle explique dans quelle condition le GRP les met en avant. La LC continuera à avoir comme mot d'ordre vis-à-vis de l'impérialisme US : «Retrait immédiat de toutes les troupes et du matériel de guerre, cessation de tout soutien au gouvernement Thieu».

Etant donné l'analyse des 7 points faite dans la résolution, la LC ne fait pas de leur soutien un point de rupture dans le mouvement de masse, ses militants expliquant, dans les débats internes du FSI notre analyse sur cette question.

(repoussé)

#### Votes amendement Delphin:

C.C.

**Pour:** Delphin, Murcia, Pedro, Riel, Roger, Volodar  
**Contre:** Anthony, Arthur, Bethel, Boris, Brasseur, Buzard, Claire, Clelia, Corinne, Dick, Gil, Gubbio, Gueda, Himmel, Jamard, Jebracq, Joel, Lanceaux, Lancelot, Léo, Louis, Lourson, Ludovic, Marjanec, Marteau, Max, Noiraut, Morane, Paul, Paulet, Petersen, Radot, Robs, Spirou, Stéphane, Sterne, Tisserand, Vigo, Villeneuve, Yann.  
**NPPV:** Ballanda  
**abstention:** Ménard.

Suppléants:

**Pour:** 0  
**Contre:** Vera  
**Abstention:** Legras

CC-CC

**Pour:** César, Charbin, Philippe  
**Contre:** Alexis, Mireille, Ramos, Thomas.

#### Votes pour ou contre la résolution générale:

C.C.

**Pour:** Anthony, Arthur, Bethel, Boris, Brasseur, Buzard, Claire, Clelia, Corinne, Dick, Gil, Gubbio, Gueda, Himmel, Jamard, Jebracq, Joel, Lanceaux, Lancelot, Léo, Louis, Lourson, Ludovic, Marjanec, Marteau, Max, Noiraut, Morane, Paul, Petersen, Radot, Robs, Spirou, Stéphane, Sterne, Tisserand, Vigo, Villeneuve, Yann.  
**Contre:** 0  
**NPPV:** Ballanda  
**Abstention:** Delphin, Ménard, Paulet, Pedro, Riel, Roger, Volodar.

Suppléants:

**Pour:** Legrad  
 Legras, Vera

CC-CC

**Pour:** Alexis, Mireille, Ramos, Thomas.  
**Abstention:** César, Charbin, Philippe.

résultats vote amendement de Delphin:

	C.C.	suppléants	CC-CC
pour	6	0	3
Contre	40	1	4
Abs.	1	1	0

vote résolution globale:

	C.C.	suppléants	CC-CC
pour	40	2	4
Contre	0	0	0
abs.	8	0	3

Mandat est donné aux DV pour organiser dans les deux mois qui viennent une « école rouge » sur l'Indochine.

**2**  
Demandes d'adhésion  
des militants et dirigeants du PSU

Les lettres des trois camarades adressées au CC pour demander leur adhésion seront publiées après le Congrès (vu l'embouteillage des BI, il y a des urgences).

Vote sur adhésions:

Kergoat:

	C.C.	suppléants	CC-CC
Pour	39	2	6
Contre	1	0	0
abs.	8	0	0

Leucate:

	C.C.	suppléants	CC-CC
Pour	47	2	7
Contre	0	0	0
abs.	1	0	0

Vincent

	C.C.	suppléants	CC-CC
Pour	44	2	7
Contre	1	0	0
abs.	2	0	0

Il n'y a eu de votes que sur les dirigeants du PSU sur les cas desquels une discussion a été demandée. Cela signifie que tous les autres camarades PSU de la même tendance qui demandent leur adhésion seront acceptés individuellement par les cellules comme stagiaires.

**3**  
Rapport de Lourson  
sur « Lutte Ouvrière »

Le texte de la résolution soumise au vote du Congrès sur nos rapports avec « LO » n'ayant pu être disponible à temps pour le CC, il est confié un mandat au BP pour publier cette résolution ultérieurement.

## 4 Points divers

### 1) Reconnaissance de la ville de Dieppe: vote:

	C.C.	suppléants	CC-CC
Pour	48	2	7
Contre	0	0	0
abs.	0	0	0

- reconnaissance de la Rochelle (disp. de Rochefort) : pas de vote.

- reconnaissance de Bar-le-Duc (disp. de Verdun) : vote ajourné.

### 2) Election de permanents

C.C. suppléants CC-CC

1/2 secrétariat du BP : Serge	37p. 2abs.	2p.	3p.
secrétariat de DP: Michel	45p. 2abs	2p.	6p.
temps plein, expédition: Coran	45p. 2abs.	2p.	6p.
temps plein, frappe IBM: Nicole	45p. 2abs.	2p.	6p.
temps plein frappe IBM: Samuel	45p. 2abs.	2p.	6p.
1/2 temps frappe IBM: Amélie	45p. 2abs.	2p.	6p.

### 3) réadhésions :

a) réadhésion d'un camarade d'Assas: Jean-Pierre (ex-membre exclu en juin 70 à Dauphine) : CC : 1 contre ; reste pour ; b) réadhésion d'un camarade présenté par Lourson de Lang : unanimité ; c) réadhésion de Zébé à Auxerre (démissionnaire de Dijon) : unanimité.

4) résolution sur la demande de réadhésion de Antoine : elle est refusée.

	C.C.	suppléants	CC-CC
pour	42	2	1
contre	0	0	
abs	4	0	2
NPPV	0	0	2

## 5 Rapport sur « Où en est le débat de Congrès » de Jebracq.

Vote pour ou contre le report du Congrès.

Motion 1 : Thomas-Ramos-Anthony.

### Explication de vote sur le report du Congrès.

- Motion présentée par Ramos, Anthony, Thomas.

Le caractère tardif du développement de la discussion du Congrès au sein de la direction, et le déplacement de ses axes ont eu comme conséquence que l'organisation n'a pas pu la suivre. Le report du Congrès n'a pas le but illusoire de lui fournir les conditions idéales d'une solution totale de tous les problèmes, mais de permettre à l'organisation de dominer les débats tels qu'ils sont issus du CC. A cette fin, il est souhaitable que les derniers textes qui paraîtront dans ce délai cernent brièvement le reliquat des désaccords non tranchés par les résolutions adoptées. Sans une telle homogénéisation du débat politique, toute une série de problèmes risquent de ressurgir après le Congrès dans les pires conditions, c'est-à-dire sans que le Congrès constitue une étape dans leur élucidation.

Dans le temps d'un mois minimum de report du Congrès, un stage national des DV et des DS devra être organisé pour leur permettre de maîtriser le débat et de réintégrer les préoccupations locales de construction de l'organisation dans le cadre du débat national.

- Amendement de Ménard à la résolution ci-dessus :

Cela est dû, notamment, à l'absence de bilan politique de notre intervention dans les différents secteurs d'intervention. En effet : des bilans faisant le point sur les axes que nous nous étions fixés : la manière et les causes dont on a pu ou non les appliquer, est la seule manière de lancer un débat constructif et d'éviter les abstractions et généralités qui ne peuvent que semer la confusion dans l'organisation.

- Explication de vote sur le report du Congrès (Anthony) :

Il ne faut pas croire, comme pourraient le faire certains, qu'un report du Congrès permettrait « d'avoir enfin un débat » qui jusqu'ici aurait été escamoté. Au moins au niveau du CC, le débat a eu lieu et ne peut guère dans la situation actuelle se formaliser sous forme de tendance entre Roger et Jebracq, par exemple. Le projet de résolution (les thèses) ne sont pas un pot pourri unanimiste mais donne un cadre cohérent pour maîtriser les tâches



qui nous attendent l'année à venir ; en systématisant la pratique de l'organisation depuis la création de la JCR, il sanctionne un niveau d'élaboration.

Autre chose est le fait que les débats préparatoires aient fait apparaître des points de vue sur la construction du parti qui éclairent de façons très différentes le projet de résolution. Débats qui réapparaîtront à l'avenir mais qui ne peuvent pas toujours se cristalliser en tendances.

Le report du Congrès se justifiait non pas par la croyance de pouvoir, en le reculant, résoudre les problèmes posés, mais par la volonté que les débats qui ont eu lieu au CC, les réajustements des positions qui ont suivi, traversent l'ensemble de l'organisation ; la question est que le processus de politisation que la préparation du Congrès a mis en branle soit mené à bien. Celà, le recul du Congrès, le contrôle plus strict par les directions sur le planning des débats pouvaient le permettre.

Les camarades qui ont voté le maintien du Congrès ne sont pas conscients de l'enjeu de ce Congrès, dans la politisation de l'organisation. Surtout après le dernier Congrès qui sur ce point là n'a pas servi à grand chose.

D'autant que le danger est gros de voir le débat ressurgir avec et dans l'organisation sans que la préparation de ce Congrès se traduise pour tous les militants et surtout les directions intermédiaires par un acquis politique. Le décalage entre les futurs débats du CC et leur assimilation par l'organisation risque d'être encore plus démultiplié.

Ceci dit, le vote étant fait, il serait irresponsable de continuer la bagarre pour le report du Congrès. Ce serait le meilleur moyen de ne permettre aucune préparation. Autant dépenser son énergie afin de profiter du temps qu'il reste pour préparer le Congrès.

**Motion 2 : Jebracq.**

1) Le débat qui s'est développé dans l'organisation à partir de l'ensemble des BI n'a pas donné lieu à la constitution de tendances nationales (que certaines motions de DS réclament ou espèrent), autres que celles aujourd'hui déclarées.

Le CC ni le BP ne cachent rien. C'est que les positions, peut-être divergentes, ne sont pas arrivées à un point de clarification et de maturité le permettant.

Un Congrès ne donne pas le dernier mot. Il sanctionne deux ans d'intervention, de mise à l'épreuve d'une orientation, et trace les axes de notre pratique jusqu'au prochain Congrès.

2) En l'absence de nouvelles tendances nationales, la prolongation du débat pour le report du Congrès, ne pouvait que favoriser sa dispersion et son éparpillement.

3) Les débats engagés ne sont pas définitivement clos pour ce Congrès. Ils continueront dans le cadre de la préparation du Xème Congrès Mondial, à partir du texte sur la construction des sections en Europe notamment.

4) Les thèses sur la construction du parti et la résolution politique tracent le cadre du débat. Les directions à tous les niveaux auront à centrer la discussion sur les textes et sur les plateformes de

tendances et amendements déposés. La discussion doit se développer dans la perspective d'une bataille d'amendements significatifs susceptibles de mieux faire apparaître les clivages importants.

En conséquence, le CC rejette la proposition de report du Congrès.

**1er vote nominal**

**Motion 1 (Anthony, Ramos, Thomas) :**

**Pour :**

C.C. : Anthony, Ballanda, Claire, Clelia, Corinne, Himmel, Jamard, José, Lanceaux, Lancelot, Léo, Ménard, Morane, Paulet, Radot, Sterne, Legras.

**suppléants :** Legras

**CC-CC :** César, Mireille, Ramos, Thomas.

**Motion 2 (Jebracq) :**

**Pour :**

C.C. : Arthur, Bethel, Boris, Brasseur, Delphin, Dick, Gil, Gubbio, Jebracq, Joël, Louis, Lourson, Ludovic, Marjanec, Marteau, Max, Murcia, Noiraut, Paul, Pedro, Petersen, Riel, Roger, Robs, Spirou, Stéphane, Tisserand, Vigo, Villeneuve, Volodar, Yann.

**suppléants :** Mathilde, Vera.

**CC-CC :** Charbin.

**vote pour ou contre le report du Congrès**

	pour	C.C.	suppléants	CC CC
<b>motion 1 (Anthony, Ramos, Thomas)</b>				
	contre	16	1	3
<b>motion 2 (Jebracq)</b>	abs.	30	2	1

**2ème vote: amendement ue Ménard**

	C.C.	suppléants	CC-CC
pour	2	0	0
contre	36	0	4
abs.	8	2	1

## a) Rapport Jebracq sur la construction des villes

**Problèmes de la construction des villes :** Ce texte a été présenté au CC comme contribution préparatoire à la résolution d'organisation. La publication a été discutée et décidée majoritairement par le CC. Les limites de ce texte sont évidentes. Il vise à tirer quelques leçons générales de la construction des villes. Souvent, il fait référence à des débats en cours. C'est pourquoi il est difficile de rentrer dans les détails : cela reviendrait à prendre position dans des débats que des congrès de ville ont à trancher. La seule solution consisterait à présenter ce texte comme chapeau à un choix de BI de villes ou de rapports de villes. L'encombrement des BI, préparatoires au Congrès ne permet pas cette publication immédiate : un tel recueil sortira donc après le Congrès.

Plusieurs points qui manquent dans le texte ont été soulevés au cours de la discussion de CC. Pour des raisons de temps, nous ne les incluons pas. En particulier, Léo a insisté pour que soit précisée la typologie des villes qui détermine nos choix de construction (un texte de la DR de Bourgogne en fournira un exemple sur cette région). Gubbio a souligné qu'il manquait toute une partie sur l'insertion des villes et régions dans l'organisation nationale : liens avec le CC, avec les commissions nationales, etc

## Problèmes de la construction des villes

Si dans le texte sur la construction du parti, nous faisons des directives centrales à tous les niveaux une des priorités organisationnelles, c'est que nous en sommes arrivés à une phase de croissance où la délimitation et la stabilisation des unités territoriales d'intervention jouera un rôle décisif. Pour passer de la propagande communiste générale à l'implantation solide dans des forces sociales qu'il faut apprendre à connaître précisément.

Pour la commodité de l'exposé, nous avons distingué les villes non universitaires et les villes universitaires. Parmi celles-ci, nous effleurons à plusieurs reprises le problème de Paris et ses sections qu'il aurait fallu traiter de façon spécifique. Ce que nous n'avons pas fait par manque d'informations précises.

### I. - Sur les villes non universitaires.

#### 1) Bilan des crises

a) Sur une petite ville, une apparition, même limitée, donne à l'organisation un poids rapidement plus important que celui qu'elle peut acquérir dans une ville où la vie politique est plus riche et le rôle de la jeunesse scolarisée plus fort. Cette situation pousse les camarades à se poser d'emblée comme un petit parti prolétarien et à surestimer en conséquence leurs forces et leurs moyens.

b) Cela peut se traduire notamment par l'illusion de pouvoir construire d'emblée un parti essentiellement ouvrier. Ainsi, les camarades de Mâcon, à leurs débuts, après l'écho relativement important de leur intervention sur l'emploi à l'occasion des luttes

à Motostandard, s'aventurèrent-ils à lancer l'idée d'une Assemblée Générale Ouvrière sur la ville ! (1).

c) De telles situations peuvent aboutir à une politique organisationnelle au dessus de nos moyens. A Tarbes, elle s'est soldée par la multiplication des cellules ouvrières renforcées de militants toulousains, sans que cette prolifération corresponde à une construction équilibrée de la ville, à une politique de recrutement et de formation. La fuite en avant dans la classe peut se solder corrélativement par une désertion totale ou partielle de la jeunesse scolarisée (Tarbes au début, Carcassonne), un affaiblissement des apparitions centrales et une répercussion assurée des campagnes nationales, considérées comme des artifices dépassés par rapport à l'état de développement local.

d) Enfin, et la conséquence est logique, le fait de se penser comme un petit parti déjà construit favorise une problématique du travail de masse qui prétend d'emblée concurrencer le PCF. Ainsi à Carcassonne, les camarades qui dirigeaient la ville refusaient d'organiser leurs contacts en groupes Taupes associés à la rédaction des feuilles. Ils prétextaient que de telles structures entretenaient des dangers centristes. Ils prétendaient que leur poids politique local leur permettait d'emblée de faire le clivage face au PC et de dégager des tendances de masse dans les syndicats.

### 2) Quelques constantes

a) Dans la phase initiale de construction de l'organisation, l'apparition centrale et les opérations politiques jouent un rôle décisif dans la mesure où elles permettent de stabiliser une frange de sympathisants qui ne rejoindra pas nos rangs dans l'immédiat. Cela peut prendre plusieurs formes. Réunions publiques régulières (quasi mensuelles comme à Auxerre), ventes publiques centrales (comme à Pau et ailleurs). L'apparition centrale peut aussi s'adosser aux campagnes nationales de l'organisation, comme la campagne Commune. Le procès de Rouge par exemple a donné l'occasion aux camarades de la cellule de Rochefort (enseignants dispersés sur un rayon de 50 kilomètres) de placer 200 cartes de soutien. Mais surtout l'apparition centrale peut utiliser les structures à fonction de masse mises en place dans le cadre des activités nationales ou régionales. Ce fut le cas des Comités Armée, du Secours Rouge. Ou bien, au niveau régional, des Comités de Défense du Larzac (Albi). Aujourd'hui, c'est essentiellement le cas du FSI qui s'avère un instrument de travail particulièrement efficace (Albi, Blois, Condom, etc...).

b) La mise en place du travail ouvrier local ne doit pas être laissée à l'empirisme. Elle peut s'appuyer au début sur l'acquis des branches qui ont accumulé une expérience nationale. Mais très vite, elle doit tenir compte des caractéristiques de la classe ouvrière locale. A Tarbes, à partir d'interventions que nous avons dû abandonner, nous avons rentabilisé le travail à partir d'une feuille régulière sur Alstom, alternée avec une feuille Métallurgie qui a permis de réunir les contacts régulièrement et de reprendre à un rythme plus adapté à notre réalité nos anciennes interventions. Cette solution qui reste transitoire ne vaut peut être qu'en raison de

la situation particulière de la ville, fortement marquée par le PC et où nous disposons à la fois d'un acquis (le fait d'être connus) et d'un passif (une intervention au dessus de nos moyens). C'est du moins ce que pense Léo qui met en garde contre le caractère souvent propagandiste abstrait des Taupes « inter-intreprises » sensées favoriser le décollage de l'intervention.

c) L'intervention dans la jeunesse ne donne pas dans les villes non universitaires une base équivalente à celle du mouvement étudiant. Le mouvement lycéen peut y connaître des mobilisations massives (plusieurs milliers de manifestants à Béziers, Carcassonne, Evreux...) mais sporadiques. La faiblesse de la vie politique, notre faible force d'attraction organisationnelle justifient en général que nous prenions l'initiative en milieu lycéen de structures de radicalisation larges du type comité de lutte. De telles structures apparaissent souvent de fait (Pau, Tarbes). Le journal lycéen, non directement relié à la Ligue, aurait connu un succès important à Evreux. Mais les difficultés à construire l'organisation et le type de vie politique sur ces villes favorisent la dynamique ORJ, substitutive à la construction du parti, de ses structures. Des débats ont eu lieu sur ce problème à Evreux et Avallon notamment. C'est pourquoi, s'il est juste d'offrir localement des cadres souples de radicalisation, leur centralisation nationale ne pourrait, en revanche, que renforcer les tendances à l'ORJ.

d) Dans la mesure où existent d'autres forces politiques locales, il est en général très payant de spécifier au niveau de la ville notre tactique unitaire. En essayant de faire entrer le PSU dans le FSI, en réalisant des initiatives unitaires à l'occasion d'événements locaux ou nationaux (affaire Overney). Souvent, c'est à l'occasion de luttes que peut se manifester cette tactique unitaire, notamment par le biais des comités de soutien (Albi, Montargis, Roubaix, St Briec, Mâcon). A partir d'une certaine implantation, la tactique unitaire débouche au niveau du travail de masse (dialectique EE-CFDT à Montargis, présence de sections SNES ou SNI à majorité EE dans les comités de défense de l'emploi).

e) Il serait également nécessaire de préciser après discussion le rôle d'une DV de petite ville par rapport aux cellules (relation de la DV aux bureaux de cellules), la place du système de formation local, le fonctionnement des fractions. Essentiellement celui de la fraction enseignante dans la mesure où les enseignants constituent souvent à l'origine les 3/4 ou plus des effectifs et ont tendance à désertier tout travail syndical de masse pour se consacrer exclusivement à la construction de l'organisation. Un fonctionnement correct de la fraction peut limiter ce penchant et ménager la possibilité de travail de masse pour l'avenir.

### 3) Quelques problèmes prospectifs

a) Un problème crucial est posé par certaines villes. Les camarades y ont acquis par une diffusion intensive de la Taupe, par leur présence au cœur d'une lutte, une réputation et un poids littéraire non négligeables. Mais ils n'ont pas recruté en proportion de sorte que leur capacité d'apparition

publique reste des plus réduites ( 50 personnes à un meeting Krivine). Il n'y a que deux solutions possibles à de telles situations. Ou bien l'apport d'un renfort militant extérieur indispensable au décollage si la ville est jugée très importante ; ou bien, et ce sera dans la plupart des cas, une auto-limitation de la croissance extensive au profit de la mise en place de structures d'apparition centrale (FSI) permettant le dégagement et l'éducation de forces militantes initiales. Les villes qui, en revanche, ont réussi leur décollage, se trouvent confrontées à un problème d'adaptation à leur réalité locale et à celui de la dialectique des secteurs d'intervention. Cette phase de croissance peut se prêter aux simplifications. Ainsi Auxerre, après une phase d'accumulation de forces autour des apparitions centrales, avait porté ses efforts à la rentrée 71 sur la création de cellules ouvrières et sur la formation interne. L'organisation en a été consolidée, mais on a vu s'effriter la frange jusqu'alors polarisée et entretenue par nos apparitions centrales et qui nous donnait notre pouvoir d'initiative sur la ville. Il a donc fallu réopérer un dosage entre l'apparition centrale et l'effort d'implantation désormais acquis. Par ailleurs, ce pas en avant permet, tout en maintenant une fraction enseignante contrôlée par la DV, de dissoudre la cellule enseignante et d'intégrer les enseignants aux cellules d'entreprise.

b) Nous ne pouvons plus nous en remettre à la prolifération des petites villes au gré des affectations de l'Education Nationale. Il nous faut déterminer à l'échelle de régions des axes stratégiques de pénétration. Ainsi, les DV d'Auxerre et Dijon envisagent de limiter des perspectives de développement sur Sens, Bar-le-Duc ou St. Dizier pour consacrer les efforts régionaux aux axes de pénétration en direction de la Lorraine et de Sochaux-Montbelliard. Les critères qui déterminent de tels choix sont variables. Il peut être prématuré par exemple de prendre pied dans de petites villes ouvrières qui peuvent avoir une importance stratégique du fait de leur fonction (nœuds ferroviaires de Dôle ou de Laroche Migennes). Ou bien en fonction du rôle administratif d'une ville par rapport à un département (Nevers). Ou encore parce qu'elle est marquée par une entreprise ou une tradition de lutte qui y est liée (Montargis et Sovirel, St. Briec et le Joint). De même, les camarades de Mâcon envisagent de limiter leurs efforts sur la ville pour contribuer au renforcement de Lyon et préparer un effort sur Chalon qui, à la différence de Mâcon est une ville industrielle en expansion.

c) La capacité d'opérer de tels choix suppose qu'il y ait des instances régionales aptes à les faire et à les assumer. Dans la mesure notamment où il ne suffit pas sur une petite ville d'entretenir une intervention sur la boîte, elle ne peut se maintenir que couplée à une apparition centrale minimum sur la ville à travers un CR par exemple. De telles structures doivent être épaulées et suivies régulièrement par des directions régionales. De telles instances se sont déjà dessinées et doivent être renforcées en Bretagne, en Occitanie, en Bourgogne-Franche-Comté.

d) A court terme se posera dans ces cas le problème d'initiatives régionales (Larzac sur l'ensemble

du Midi, Etats Généraux sur l'Ecole de Toulouse), des stages régionaux comme ceux de Pâques l'an passé et de publications régionales épisodiques.

## II. — Les villes universitaires

1) La percée initiale tient en général à une conception correcte de l'initiative et de l'apparition centrales : meetings de masse à Toulouse, rôle de la Lutte Continue à Rouen, campagnes Armée et Citroën à Rennes, et même, à un degré moindre, l'initiative sur Vanuxem au Mans. Dans certains cas, cette apparition centrale s'est appuyée de façon particulièrement efficace sur la pratique unitaire, présence du CNJA et des syndicats enseignants à nos côtés à Montpellier contre les lois scélérates, large front démocratique pour la libération des emprisonnés en Espagne à Toulouse, manifestation Overney à Grenoble dans un contexte marqué par le poids de l'AJS et l'importance du courant populiste. Mais au cours de l'an passé, plusieurs textes ou indices ont marqué un épuisement ou un plafonnement du rôle de l'apparition centrale, à moins qu'elle ne soit à nouveau rentabilisée ou enrichie par de nouveaux progrès de l'implantation en profondeur. Le texte de Stéphane au dernier congrès de Montpellier insistait sur ce point et sur le rôle du système des structures intermédiaires (comité de soutien à Perrier, FSI, comités rouges étudiants et lycéens) dans un débat local qui préfigurait partiellement les débats nationaux sur la problématique du travail de masse. A Rouen, le succès relatif du meeting Krivine (6 à 700 personnes) marquait également un plafonnement de ce type d'initiatives. C'est d'ailleurs pour compenser ces inconvénients répétitifs du meeting central que Montpellier a inséré celui sur le Manifeste dans la mobilisation prolongée d'une « semaine rouge ». Certains textes du débat en cours à Clermont abordent également les limites de l'apparition centrale. Enfin, à sa façon, le texte de la section 3/4 (Javier-Cardane) au dernier congrès parisien, en soulignant la faible répercussion des initiatives centrales parisiennes sur la construction des sections de banlieue souligne un problème analogue dans le cadre spécifique de Paris. (2).

2) Les solutions à apporter à ces problèmes de croissance ne peuvent être uniformes. Elles dépendent essentiellement du seuil déjà atteint.

a) A Toulouse, nous partons d'un seuil d'implantation minimum. Il s'agit de définir une nouvelle grille d'intervention. A partir d'un travail ouvrier par lequel nous avons pris pied dans la classe, souvent relié aux branches nationales les plus solides, il s'agit aujourd'hui de déborder sur de nouvelles entreprises ou sur des points de concentration de la jeunesse ouvrière, où nous puissions faire nos preuves dans les luttes. Ce qui ne nécessite pas forcément la multiplication d'autant de nos feuilles et de nos cellules. Une solution transitoire peut être trouvée dans la réorganisation du système de presse local et dans l'apparition, autour de cellules d'entreprise stabilisées, de CR ouvriers inter-entreprises (CR Onia à Toulouse).

b) Dans les villes qui ont procédé à une accumulation primitive de forces, mais n'ont pas encore réalisé une implantation stabilisée, la question est autre. A Montpellier, à partir du crédit acquis sur la ville, l'implantation progressera peu, à moins d'une extension de notre implantation régionale nous permettant de prendre pied dans les fiefs ouvriers du PC et de jouer sur la dialectique du mouvement ouvrier et du mouvement paysan. A Clermont, à Rennes, au Mans, le problème porte sur la place que doivent occuper dans notre intervention locale les forteresses que sont Michelin, Citroën et Renault. Une partie des camarades de Clermont explique dans leur débat local que Michelin ne peut être considéré abstraitement comme un bastion justifiant la quasi-exclusivité de nos efforts. Le prolétariat de Michelin est marqué par le paternalisme d'un patronat de choc. Le nombre (28 000 salariés) ne suffit pas à en faire un bastion du mouvement ouvrier. D'où les camarades proposent de prendre pour cible principale les entreprises où se dégage une avant-garde ouvrière (Bergougnan, Fonction Publique). A Rennes, une partie des camarades défend une argumentation un peu semblable par rapport à Citroën. Mais les camarades auxquels ils s'opposent ne défendent pas la priorité à Citroën au nom d'une conception mythique des cadres organisateurs, mais au nom de l'exemplarité de l'intervention sur Citroën en raison de l'affrontement avec la CFT et des répercussions de ce qu'ils peuvent considérer comme une forme d'apparition centrale. Au Mans, après avoir pendant plusieurs années porté l'essentiel de forces limitées sur le Mans, les camarades tirent mieux parti d'une différenciation de leur intervention permettant de prendre pied dans des secteurs du mouvement ouvrier local plus perméable que la forteresse et de bénéficier en retour d'une image de marque plus prolétarienne auprès des militants que nous pouvons influencer à Renault.

c) Il y a en revanche une série de villes pour lesquelles le travail étudiant n'a pas encore décollé ou vient à peine de le faire. Il s'agit notamment de Nantes, Lille, Nice, Poitiers. Dans ces villes, il serait dangereux de suivre le mouvement national en s'orientant d'emblée vers le travail d'entreprise. Nantes en a mesuré les dangers après la grève des Batignolles : les forces militantes n'existaient pas pour tirer les bénéfices d'une intervention épuisante dans la grève, qui a donné à la Ligue un prestige que nous n'avions pas les moyens de capitaliser. Aussi, les camarades nantais ont-ils décidé lors de leur récent congrès de limiter délibérément leurs ambitions d'intervention ouvrière pour réussir une percée indispensable dans la jeunesse scolarisée, quitte à y consacrer certains de leurs meilleurs cadres.

d) Le cas de Paris est encore particulier, même si des similitudes existent. Paris doit assumer les initiatives nationales et imposer à cet effet un effort activiste à l'organisation parisienne. Or, une partie de cette organisation au moins (banlieue) n'en tire en retour que des bénéfices limités. Une manif TOM-DOM à Paris ou un meeting Mutu n'ont pas la même répercussion sur les marchés et les entreprises de moyenne banlieue et même de Paris que les initiatives centrales d'une ville de

province sur l'ensemble de son intervention. Il en résulte un écartèlement des militants entre des initiatives centrales dont l'intérêt n'est pas toujours évident et un travail local très cloisonné, très limité. Une telle situation ne favorise guère la politisation, au contraire, elle use les militants et freine l'émergence de directions, à commencer par le niveau des sections.

3) Ces débats posent en outre la question du retour à une certaine forme de travail local. Sur ce point, il faut encore distinguer l'intervention quartier du travail local.

a) Dans les villes développées, l'intervention quartier conçoit non comme un travail sur les questions du cadre de vie, mais comme une intervention complémentaire à notre intervention d'entreprise (grands ensembles, cités ouvrières) s'intègre à une intervention globale qu'elle permet d'équilibrer. On retrouve à Paris un phénomène analogue avec la section 16 (15ème arrondissement) qui n'éprouve pas le besoin de dégager des cellules spéciales pour l'intervention locale, mais dont l'ensemble des cellules ayant une intervention précise contribue par ailleurs au travail local, d'autant mieux que le 15ème, plus qu'un autre arrondissement, représente une sorte d'unité politique.

b) Autre chose est le travail local qui se pose à certaines sections de banlieue parisienne, avec l'apparition par exemple des cellules dites « logistique » dans les sections 7 et 8, avec la division en deux de la cellule Roussel-Uclaf qui était aspirée par le travail local, avec le débat en cours dans la section 11 sur la place du travail quartier par rapport aux cellules ouvrières. Ce développement marque un problème de croissance. L'intervention sur les entreprises de banlieue s'est faite au début à partir de Paris, dans l'ignorance quasi complète des problèmes de la banlieue autres que ceux de la stricte entreprise. Le travail local marque le besoin ressenti de combiner l'apparition politique locale, l'opération politique avec le travail sur l'entreprise. Mais, du fait de l'éclatement de la vie sociale, souvent, entre lieux d'habitation et lieu de travail notamment, cette combinaison est plus difficile qu'ailleurs.

4) Les problèmes de croissance se traduisent très immédiatement en problèmes de grille d'intervention et de mise en place et différenciation de structures propres de la Ligue. Les premiers résultats sont souvent dans un premier temps un affaiblissement relatif de l'encadrement étudiant et des capacités de centralisation de la direction. On assiste parfois au développement de tensions entre les CO et les DV les premières ayant tendance à se substituer aux secondes qui suivent, déracinées du milieu étudiant sans être encore directement familiarisées au travail ouvrier, apparaissent suspendues et lourdes de dangers bureaucratiques et gestionnaires. D'une direction propagandiste, on passe ainsi à une direction qui a plutôt l'allure d'une coordination avant de devenir une réelle direction politique. Mais ce dernier progrès ne se fait pas tout seul. Il se paie parfois de lourdes crises. Et on comprend qu'à Paris plus que partout ailleurs les DS aient du mal à dépasser ce

rôle de coordination de cellules pour devenir de véritables directions centralisatrices. L'affaiblissement temporaire de la direction favorise la sectorialisation. C'est alors que l'écartèlement entre les méthodes de travail en secteur ouvrier et celles qui sont indispensables à la percée universitaire peuvent entrer en conflit. Les militants ouvriers ne voient pas le bénéfice immédiat qu'ils peuvent retirer d'apparitions centrales qui demandent un terrible effort activiste. Les militants étudiants voient mal l'intérêt de se priver de forces dont ils ont besoin pour s'imposer dans l'extrême-gauche au profit de cellules ouvrières qui leur paraissent vivre au ralenti, avec peu de résultats immédiats. C'est là le cadre général des crises de Brest et de Marseille. Enfin au moment du décollage la plus grande incertitude règne souvent quant aux structures à mettre en place et aux forces à consacrer à la centralisation politique proprement dite. En particulier, les camarades baptisent fractions des choses qui sont plus larges, s'épuisent à réunir ces fractions à un rythme trop serré par rapport à celui de la vie syndicale. Alors que de fait il s'agit souvent de réaliser des CR de militants ouvriers autour d'une cellule, en attendant qu'on ait la possibilité et les forces d'intervenir sur leurs propres entreprises.

5) Le développement des grandes villes universitaires multiplie les contacts régionaux, d'une part à partir des étudiants originaires des petites villes de l'Académie, d'autre part à travers les enseignants qui essaient. Deux dangers existent alors que seule une intervention régionale construite peut prévenir le danger de fuite en avant dans la construction de villes de peu d'intérêt, le désintérêt pur et simple. Nous devons au contraire entretenir certaines villes satellites qui constituent des réservoirs de militants, qui contribuent au développement du rapport de forces face au PC, et qui peuvent dans certaines régions, servir d'amorces à l'intégration du travail paysan dans la dialectique des secteurs d'intervention (Bretagne, Midi). Pour ce faire, il suffit d'entretenir des CR ou des Comités FSI (Auch, Montauban, Condom, Mirepoix) qui permettent aux enseignants isolés notamment de combiner un certain travail de masse local avec leur travail de tendance départemental dans l'EE quand ils n'ont pas les forces de se consacrer à la construction d'une ville nouvelle. Là encore, la solution est viable à condition que la métropole universitaire soit en mesure de répondre aux besoins internes (formation, stages régionaux) et externes (appui à certaines initiatives) qui résultent de cette situation.

a) Ainsi les camarades de Sedan, à partir d'une implantation quasi exclusivement ouvrière, ont eu du mal à capitaliser sur le plan organisationnel leurs opérations politiques centrales. Peut-être le développement de structures centrales, du type comités FSI ou, dans un proche avenir, comités armée permettrait-il d'équilibrer la construction de ces villes.

b) Par ailleurs, le développement de l'implantation dans les villes permet une transformation des opérations centrales, en particulier par la réalisation d'initiatives centrales plus liées à un travail de secteur. Ainsi la bataille pour la mise en place de comités de défense de l'emploi a permis de marquer des

points très importants dans les rapports unitaires et d'accréditer la Ligue (Tarbes, Pau, Vernon, Mâcon). La tenue dans certaines villes d'Etats Généraux sur l'Ecole révèle des progrès analogue dans l'insertion locale.

## b) rapport Roger sur la formation

Ce texte ci-dessous est aussi une contribution à la discussion sur l'organisation présentée dans les mêmes conditions que le texte sur la construction des villes et sur les permanents.

La question de la formation est aujourd'hui pour la construction de la Ligue Communiste une question centrale pour de multiples raisons

- parce que notre recrutement est plus important
- parce que la jeunesse de nos militants s'accompagne d'une méconnaissance des acquis théoriques pratiques politiques de la IVème Internationale.

- parce que la période dans laquelle nous sommes exige une maîtrise politique de tous les militants pour faire face aux tâches qui nous incombent.

- parce que le temps de la légalité dont nous disposons est propice à la pleine utilisation de nos forces militantes et à leur éducation.

- parce que l'activisme s'il est indispensable pour assurer la « percée » permanente de l'organisation ne suffit absolument pas à construire un parti révolutionnaire et parce que nous avons trop longtemps négligé l'investissement de moyens pour stabiliser la L.C. sur le plan intérieur.

- parce qu'une des conditions de notre développement au stade où nous en sommes c'est de former une série de cadres capables de prendre en charge au niveau intermédiaire (DV, DS) l'activité de l'organisation.

- mais enfin et surtout, parce que pour franchir de nouvelles phases du processus de construction du parti révolutionnaire.

Nous devons consacrer de plus en plus de forces à la construction, à l'éducation, à la stabilisation du grand nombre de militants que nous avons gagné dans nos rangs ces dernières années.

Faute de l'avoir fait suffisamment notre organisation a « usé » nombre de militants venus à la politique, épuisés par l'activisme, insatisfaits par l'absence de discussions et d'éducation politique.

Construire le parti ce n'est pas seulement mettre en place un centre nerveux sans corps ; ce n'est pas seulement assembler les énergies et les forces vives pour les laisser se disperser sans fin ; ce n'est pas passer sur le corps des militants les plus actifs et les plus dévoués sans leur donner un cadre de travail et une ligne directrice, sans leur donner les munitions nécessaires à une bataille prolongée.

Tout ceci nous mène à consacrer plus de temps, d'argent et de forces à la mise en œuvre d'une politique de formation. Une telle politique doit primer au niveau des directions comme un moyen privilégié sur le front intérieur de construction de l'organisa-

tion. Ceci veut dire qu'il faut sauter des réunions, des activités, des meetings mais qu'il faut préserver les écoles de formation parmi toutes les autres activités militantes. Rien, ni cellules, ni secteurs, ni « appareil », ni finances, ni presse, ni centralisme, ni démocratie, rien n'est possible durablement sans une politique de formation. La formation, c'est le ciment sans lequel l'édifice est fragile. Jamais le mouvement trotskiste n'a eu l'occasion de dispenser à une génération militante aussi nombreuse, les expériences et le savoir accumulé depuis l'opposition de gauche.

Ne pas transmettre ce savoir, ne pas préparer la relève des directions, ne pas utiliser la conjoncture actuelle et le temps provisoire de la légalité pour dispenser une éducation marxiste révolutionnaire à tous ceux qui rejoignant nos rangs en sont avides, serait criminel !

Cycles d'exposés élémentaires sur les notions de base du marxisme, sur les expériences historiques du mouvement ouvrier doivent être conçus comme moyens de donner une méthode de jugement, de critique, d'approche de la ligne de la Ligue. Stages de niveaux différenciés, depuis des stages pour sympathisants jusqu'à des écoles nationales de cadres doivent se compléter, s'alterner. Nous devons mettre en œuvre des méthodes pédagogiques diversifiées et nouvelles pour nous adresser le plus efficacement possible aux différents niveaux ainsi définis, cela demande la production d'un matériel ad hoc et la « formation de formateurs ». Cela demande que dans toutes les directions centrales un responsable soit dégagé à temps plein pour prendre cette tâche à charge.

Un programme est planifié pour l'année en cours dont voici les propositions essentielles :

- 1) généralisation du système des écoles élémentaires obligatoires pour les stagiaires ouvertes aux CR et aux sympathisants sur la base des 17 cours imprimés publiés dans le CR No3, amélioration du contenu des cours sur la base de l'expérience.

- 2) mise en place d'une école nationale au cours de l'année pour les directions de villes, de secteurs, de cellules en 14 week-end « à la carte » chacune sur un thème particulier choisi en fonction de son actualité mais donnant lieu à des exposés aussi bien de méthode que d'information. Voici les 14 thèmes proposés :

- d'où vient, où va la direction vietnamienne ?
- terrorisme et communisme
- classe ouvrière et révolution
- front unique ouvrier, front populaire, union populaire, et alliance de classes.
- d'où vient, où va la direction maoïste ?
- La révolution en Amérique Latine et Cuba.
- les USA et le SWP
- le « néo-capitalisme »
- la nature de l'URSS, des démocraties populaires et la révolution politique
- les problèmes d'une économie de transition
- la théorie léniniste de l'organisation
- la IVème Internationale aujourd'hui : Europe, Asie, Amériques, Etats Ouvriers.
- l'IC sous Lénine
- la révolution algérienne

Ces week-end sont planifiables aux dates suivantes :

25-26 nov.72

6-7 janv 73

13-14 janv 73

20-21 janv 73  
 27-28 janv 73  
 3-4 fev 73  
 10-11 fev 73  
 17-18 fev 73  
 24-25 fev 73  
 10-11 mars 73  
 17-18 mars 73  
 24-25 mars 73  
 1-2 avril 73  
 7-8 avril 73

3) des stages aussi fréquents que nos forces le permettent :

a) stage ouvrier sur le programme commun et l'Union de la Gauche, réservé aux travailleurs, les 25 et 26 nov. 72.

b) à Noël, stage des candidats aux législatives de provinces (Poitiers)

stage des candidats aux législatives de Paris (Bièvres)

c) à Paques : stages des formateurs

stages régionaux

d) été, 7 semaines de stages (CR et sympathisants et stagiaires)

1 semaine de stage ouvrier du 6 au 12-13 juillet.

1 semaine de stage CC (du 25 août au 2 septembre)

1 stage DV

1 stage DS

après stage du CC

e) des documents et textes internes de formation et fréquents : les 4 No de cahier des militants sont à continuer.

f) poursuivre, améliorer, développer la série des « qu'est-ce-que ». Mais en plus d'une politique de formation proprement dite il faut considérer la politique de recrutement, de sélection, de fonctionnement des cellules.

### Annexe au texte sur la formation

Aujourd'hui où afflue vers nous nombre de nouveaux militants, venus au travers de luttes récentes à la politique, ou bien venus d'autres organisations de gauche, ou d'extrême gauche en crises, nous sommes placés dans la nécessité de revoir et de redéfinir nos critères de recrutement, de formation et de promotion de cadres.

Nombreux sont les militants qui du fait de leur jeunesse, sont passés dans nos rangs sans acquérir ou sans accepter les normes du militantisme dans une organisation marxiste révolutionnaire. La pratique quotidienne régulière de longue haleine, la nécessité de l'étude politique et théorique, les sacrifices financiers, matériels, personnels en faveur de la construction du parti révolutionnaire constituent une charge que seule une minorité d'avant-garde peut supporter durablement. Il nous faut donc renforcer sous peine d'affaiblir notre organisation, encourager à la confusion des tâches, d'empêcher toute reddition des comptes, de favoriser le suivisme et donc de limiter la démocratie au profit d'un centralisme inéluctablement administratif, les critères de sélection à l'entrée dans la Ligue Communiste.

Ceci doit nous conduire à définir, d'une part le rôle respectif des Comités Rouges, de la cellule et du statut de stagiaires, d'autre part à la mise en place d'un système renforcé de formation. Renforcer les critères de sélection ne veut nullement dire limiter numériquement les adhé-

sions au contraire il nous faut nous consolider et poursuivre l'accumulation (encore primitive) de militants mais sur des critères plus serrés qualitativement.

Renforcer les critères de sélection signifie porter une attention aiguë aux structures d'accueil et d'éducation, au caractère pratique aussi bien que théorique de la formation que nous dispensons.

Dans la situation actuelle, le bilan des comités rouges est négatif : peu armés, peu politisés, traités comme la « dernière roue du carrosse » ils sont plus souvent méséducatifs qu'attirants et préparant au militantisme dans la Ligue. Nous devons en changer totalement la conception :

– en les développant partout où c'est possible en fonction des milieux de travail

– en donnant des structures non seulement de discussion mais surtout d'action, d'intervention au niveau de l'agitation et de la propagande.

– en leur consacrant le meilleur encadrement de chacune des cellules chargées de les animer.

Les comités rouges doivent être une école permanente pratique et théorique pour tous les sympathisants de chaque cellule. Paiement de cotisations, répartition d'un minimum de tâches, apprentissage du travail de militant à la Ligue, voilà la fonction d'un comité rouge. Le critère de participation à un CR doit être le fait de payer une cotisation et d'accepter de vendre effectivement le journal (au moins une vente de masse par semaine). Il faut bien voir que si le comité rouge permet d'avoir des garanties militantes sur le postulant à l'entrée dans la Ligue, sa fonction est limitée : ce n'est que dans l'organisation que tout nouveau militant peut commencer à acquérir une vision politique d'ensemble du travail de divers secteurs, au plan local et national, ce n'est que dans l'organisation qu'il peut progresser, assimiler et vérifier sa ligne politique. C'est donc sur le statut de stagiaire que doivent être portés tous les soins : la durée du stage doit être prolongée au maximum pour que toute l'éducation politique et théorique nécessaire soit accumulée. Les directions doivent veiller à mettre en place des écoles de stagiaires, les cellules doivent accorder une attention particulière et durable à tous les nouveaux camarades intégrés. La différenciation entre stagiaire et titulaire doit ainsi apparaître plus nettement : au niveau des tâches, des responsabilités, de la discipline, au niveau de la formation, le titulaire devant être déjà confirmé.

Ceci implique de faire jouer à plein aux bureaux de cellules un rôle d'éducation politique : établir des ordres du jour des cellules devant comporter pour la moitié de leur temps une place aux exposés et à la discussion politique et devant restreindre au maximum le temps consacré aux tâches « techniques », la tenue d'une réunion de cellule, sa durée devant faire l'objet de réglementations scrupuleuses, le contrôle des tâches devant être fait le plus systématiquement possible.

La prise de sanctions devra se faire sans hésitations mais lorsque la faute ne sera plus imputable au mauvais fonctionnement de la cellule ou de la section mais bel et bien aux seules défaillances des titulaires ou des stagiaires sur le plan militant.

De telles mesures de rigueur et de discipline militante s'imposent alors que nos responsabilités et nos forces vont croissantes. Elles sont le corollaire de toute décision sur le renforcement des directions centrales. Elles sont indispensables à l'heure des choix, pour faire face aux contradictions qui pèsent sur nous. Elles sont vitales

pour la protection de l'organisation face à la répression (et nous devons insister sur ce point: le rôle des directions est, de façon volontariste d'éduquer et de préparer l'organisation sur le plan politique dans son ensemble, et aussi sur le plan technique pour une partie, à une situation qui n'aura rien à voir avec les conditions de travail légal actuel). Enfin, elles sont la condition pour l'élévation du niveau des débats politiques dans nos rangs et pour que l'élaboration politique et théorique soit féconde.

ROGER

### c) Texte sur les permanents : contribution de Delphin

Contribution sur les :

#### I- Permanents (rapport d'organisation)

Depuis le 2ème Congrès de la Ligue, l'appareil central de l'organisation s'est considérablement renforcé, en dépassant même les objectifs fixés. Il y a aujourd'hui un peu moins de cinquante militants rétribués partiellement ou totalement par l'organisation. L'extension de cet appareil indispensable s'est réalisé progressivement sans que l'ensemble de l'organisation n'en maîtrise la dynamique. Bien souvent les militants ignorent les tâches précises de ces permanents et son mode de recrutement. Une certaine inquiétude règne devant un tel processus dont tout le monde saisit plus ou moins les dangers. Il est temps de faire le point et de s'efforcer de dégager une politique d'organisation en la matière. (1)

En premier lieu pour éviter tout faux débat, il nous faut rapidement revenir sur la nécessité pour une organisation révolutionnaire de se doter de militants rétribués.

Par son système d'exploitation la bourgeoisie ne laisse pas le temps nécessaire aux militants révolutionnaires de construire une organisation, de se former, d'élaborer, de voyager etc... Accepter cet état de fait par crainte du bureaucratisme, c'est accepter pratiquement d'agir dans le cadre laissé par la bourgeoisie et par conséquent refuser de se donner tous les moyens pour la renverser. Les spontanistes qui ne voient pas l'utilité d'un parti révolutionnaire peuvent se contenter de cette situation de même que les sociaux démocrates qui sélectionnent en grande partie leurs politiciens professionnels en fonction des ressources financières personnelles, de la profession ou de la fonction (cf. le rôle essentiel des notables et des élus) même si le nombre de permanents payés est élevé.

Cependant si nous comprenons la nécessité absolue d'un appareil de permanents, nous devons aussi en maîtriser tous les dangers.

Promotion sociale pour des ouvriers, solution de facilité pour des étudiants. Le corps de permanents peut se couper très vite de l'organisation, s'en servir plutôt que de la servir, s'accrocher à sa fonction et la théoriser, « sauver les acquis » dans un climat routinier plus ou moins consciemment entretenu.

Ces défauts généraux bien connus (cf. le texte de Mandel sur la dialectique des conquêtes partielles) peuvent prendre encore plus d'ampleur dans une organisation jeune, à majorité étudiante, peu politisée et en

(1) En effet nous ne sommes plus confrontés à l'existence de permanents, mais d'un véritable appareil qui s'est créé au départ avec un système plus proche de la cooptation que du choix politique.

rapide développement. C'est ici que nous sommes directement concernés.

#### 1) Un rapide bilan

Les critères de sélection des premiers permanents de la Ligue ont été assez divers. En règle générale les permanents politiques du BP (peu nombreux au début) ont été choisis sur critères politiques alors que les permanents dit « techniques » étaient choisis, trop souvent en fonction des disponibilités individuelles et des contacts ou connaissances personnelles du BP et de la DP. Ce qui donna lieu à plusieurs crises, départs ou démissions notamment à Rouge. Aucun plan d'ensemble ne présidait aux choix, l'appareil se construisait de façon empirique au gré des besoins les plus urgents.

Par la suite, une première prise de conscience s'opéra et le Comité Central vota une résolution qui donna les grandes lignes de la politique de recrutement, de même fut dégagé la première physionomie de l'appareil poste par poste. Malgré les efforts, la méthode de recrutement des nouveaux permanents resta encore en dessous de ce que demanda de CC.

Aujourd'hui, les postes de permanents sont votés par le CC, puis une circulaire nationale est envoyée à toutes les villes.

Les permanents sont donc proposés par les cellules, les DV et les DS ratifient et le CC vote sur ces propositions.

Il y a donc un progrès par rapport au passé mais ceci ne suffit pas. L'organisation est toujours mal informée sur l'appareil et ses tâches, la nature du poste à pourvoir n'est pas expliqué dans les circulaires et le choix des cellules se porte souvent sur celui qui est libre et qui n'a pas de boulot. La construction de l'appareil n'est pas envisagée comme une tâche politique où l'on détache des camarades éventuellement investis de responsabilités.

En outre, un danger existe de solutionner le problème des tâches politiques, dites ingrates par la permanentisation des militants sans s'efforcer de rechercher des volontaires. Cette dangereuse tendance visant à séparer les tâches « nobles » des autres est inadmissible dans une organisation révolutionnaire et va nécessiter tout un effort d'éducation politique en la matière. Sérons les problèmes qui se posent aujourd'hui.

#### a) la sélection.

Les critères définis par le CC sont encore difficilement applicables vu la composition sociale de la Ligue Communiste. Il est très dur de trouver des camarades qui ont un métier dans les mains, ou qui ont déjà travaillé et qui sont près à devenir permanent. D'autant plus que nous n'avons pas tellement de camarades salariés et qu'ils serait souvent mauvais pour notre travail syndical de les retirer de la production. Entre autre le salaire actuel d'un permanent, 1200F par mois est souvent trop faible pour un camarade marié ayant des enfants.

La plupart du temps sont donc choisis des étudiants ayant une licence mais en chômage ou ayant abandonnés leurs études pour travailler.

Les autres critères : ancienneté dans la Ligue, formation politique, équilibre personnel, etc... jouant aussi un rôle important.

#### b) Le choix politique.

La fonction du permanent étant encore peu comprise, aucune direction n'est prête à dégager un de ses membres pour assurer un poste (exemple secrétariat du BP ou de la DP)

#### c) Les rapports organisation-permanents

Vu toutes ces données, et les disfonctionnements qui



persistent, le permanent est considéré comme la bonne à tout faire de l'organisation, disponible 24h/24. Ce qui amène certains camarades à limiter leur participation aux réunions de cellule, à se couper de l'organisation avec tous les problèmes politiques qui en découlent.

d) Les dangers de coupure

Dans un certain sens, il y a une contradiction à assumer. Le permanent ne peut participer pleinement à un travail de masse. Il a des tâches internes à accomplir et il doit le faire en refusant de servir de bouche trou permanent, exemple : tâches du SO, équipe ambulante sur une grève etc... Les seules garanties pour empêcher la dépolitisation surtout pour les postes les plus ingrats (machines, frappe, comptabilité) résident dans l'éducation politique des permanents, et leur rotation. Pour les permanents politique coupés aussi d'une certaine façon de l'organisation et du travail existe le danger de voir s'établir une sorte d'« élite » : interchangeable, monopolisant l'information et même en partie l'élaboration. Ceci est d'autant plus dangereux que l'histoire même de la Ligue a suscité une équipe dite « historique » qui a peut être fait ses preuves dans le passé, ce qui ne signifie pas qu'elle soit forcément toujours à la hauteur de ses tâches. Ici se pose tout le problème des directions politiques que nous ne pouvons aborder dans ce texte.

3) Propositions.

Aujourd'hui on peut estimer à quelques unités près que l'appareil central technique est suffisamment pourvu, il mérite maintenant d'être mieux rentabilisé et mieux organisé. Pour l'année à venir notre politique doit tendre à multiplier des permanents politiques régionaux, au minimum un dans chaque grande ville assumant des tâches régionales (ce qui a déjà été fait à Lyon, Nantes, Rennes, Marseille, Toulouse, Montpellier et Rouen). Sur le plan central, 5 commissions nationales restent encore faibles (CNO, CNEtudiante, FSI, lycées et CET) et demandent à être renforcées.

2) La sélection

Il faut tendre à appliquer le mieux possible les critères votés par le CC. Ce qui implique de la part de l'organisation une connaissance de l'ensemble de l'appareil, de ses tâches et de ses besoins. De façon à ce que les propositions soient réellement discutées et que la sélection soit politique. Qu'on se donne le temps de prévoir les mutations, que des bilans soient publiés après le départ de chaque permanent et que soit prévue à l'avance sa nouvelle affectation et sa réinsertion dans la production avec l'aide de l'organisation (ce qui n'est pas toujours fait).

b) salaires

Le problème est lié au précédent. Les salaires doivent rester très bas : « le maximum communiste » mais il n'ont pas augmenté depuis 3 ans, ce qui aboutit dans les faits à une sélection sociale. Certains permanents ayant dû baisser leur cotisation pour arriver à tenir. Le fonctionnement d'une cantine au local à midi pour 5,50F est déjà un progrès pour le budget du permanent parisien mais ne règle pas le problème des camarades qui doivent voyager beaucoup.

Proposition est donc faite d'une augmentation égale pour tous de 100F quitte à ce que les camarades qui n'en ont pas besoin la reverse sous forme de cotisation.

c) La rotation

La rotation des permanents est une nécessité générale, tant vis à vis de l'organisation que des permanents eux-mêmes. Ceci dit il semble impossible de fixer des dates

maximales. Par exemple pour certaines tâches qui demandent un long apprentissage et une continuité, il serait dangereux d'en changer de titulaire tous les ans. (exemple : comptabilité, administration, librairie etc...). Pour les permanents politiques, le problème est lié à celui des directions. Ce qui suppose que sont tirés régulièrement des bilans de façon à déterminer ce qui est le plus rentable dans l'organisation. Qu'un camarade reste permanent à son ancien poste, qu'il soit changé de poste (par exemple : envoyé construire une ville de province), ou qu'il retourne à la production. Dans ce domaine il ne peut y avoir d'équipe « historique » ou « intouchable ». Pour les permanents politiques et leur réélection possible, les critères doivent être des plus rigoureux en tenant compte aussi bien de leurs activités passées, que surtout présente, de leur capacité politique et personnelle à résister à tous les dangers inhérents à leur permanence et notamment le danger de sclérose.

La seule proposition concrète que nous pouvons faire est d'avoir au minimum une fois par an un bilan complet des permanents en CC et d'élire ou réélire la totalité des permanents à cette échéance

**7 — Sur la question  
de la tactique électorale au premier tour :  
Rapport Volodar**

a) Motion préalable de Pétersen et Ménard.

Le Comité Central, conscient du fait — prévisible — que notre position de principe aux élections législatives pose notamment en ce qui concerne nos alliances un problème seulement soluble par des décisions confusionnistes et opportunistes (pacte de non agression, répartition et échange de circonscriptions du plus pur style marchandage, vote L.O., AJS, au 1er tour etc...) : revient sur sa décision de participation et estime donc sans objet tout vote ultérieur à ce sujet.

	C.C.	suppléants	CC-CC
Pour	2	0	0
Contre	43	2	6
abs.	1	0	0

b) Motion Delphin cf. texte du BI No36

Le premier tour sera conçu comme une bataille anti-électorale, de clarification programmatique.

Nous voterons au premier tour pour les candidats de L.O. à condition qu'un accord politique soit conclu entre nos deux organisations. Cet accord ne serait que le prolongement de l'unité d'action privilégiée que nous essayons de pratiquer avec L.O.

Nous ne voterons pas en général pour l'OCI et le PSU. Un tel vote en dehors d'un accord politique fondamental reviendrait en effet à accréditer une idée journalistique de l'extrême-gauche, et par là à tomber dans un certain type d'électorisme.

Nous ne voterons pas davantage pour le PC et le PS au premier tour. Le premier tour doit fournir l'occasion, même là où nous sommes absents, d'une bataille programmatique intransigeante. Sans cette bataille préalable de défiance au premier tour, un vote immédiat et inconditionnel pour le PC constituerait également une concession opportuniste.

Il est évident que cette tactique au premier tour correspond à la formule générale : au premier tour on se compte sur un programme, au second, on élimine. La distinction ainsi introduite entre les deux tours est simplificatrice et tranche les liens qui existent entre les deux tours. Mais c'est au prix d'une telle simplification que les révolutionnaires peuvent se mouvoir sans se renier sur le terrain électoral défini par la bourgeoisie.

c) Motion Volodar  
cf. texte, BI 36

Le premier tour sera donc conçu comme une bataille anti-électorale de clarification programmatique entre stratégie réformiste et stratégie révolutionnaire.

Pour permettre l'expression d'un courant révolutionnaire, en opposition avec le programme de l'Union de la Gauche, nous appellerions à voter au premier tour pour les candidats de la Ligue, L.O. et de l'OCI. Loin d'accréditer l'idée d'une extrême-gauche « unie » ou d'un « front trotskyste » cet appel s'insérera dans une campagne dont le but sera la délimitation d'une fraction avancée parmi les travailleurs et dans la jeunesse sur la base de nos explications politiques.

Par un appel à voter LO, OCI et LC, nous visons à permettre l'émergence d'un tel courant. L'unité d'action privilégiée et la conclusion d'un accord programmatique avec LO, vise à dégager un axe sous notre direction politique, au sein de ce courant. Par notre campagne autonome, nous devons polariser l'expression politique de ce courant autour de notre programme et favoriser un vote important en faveur des candidatures LO-OCI et LC comme résultat de notre campagne.

Nous ne voterons pas pour le PSU, puisque dans les plus importantes circonscriptions des candidats de LO, de l'OCI ou de la Ligue lui seront opposés.

Un vote pour le PSU qui a glissé vers la gauche de l'Union de la Gauche contribuerait à prolonger l'ambiguïté encore entretenue par la direction actuelle du PSU, quand la crise de cette formation en la vidant de ses courants de gauche, la pousse sûrement dans les bras du PS et du PCF.

Nous ne voterons pas davantage pour le PCF au premier tour. Surtout si nous appelons à voter PS-PCF au

second tour, le premier doit fournir l'occasion même là où nous sommes absents – par notre campagne nationale et notre appel à voter LO-LC-OCI d'une bataille programmatique intransigeante contre les directions réformistes et le programme commun PS-PCF.

Sans cette bataille préalable de défiance, un vote PCF constituerait une concession opportuniste.

Amendement de Dick à la motion Delphin

Le 1er tour sera conçu comme une bataille anti-électorale de clarification programmatique.

Là où il n'y aura pas de candidat de la Ligue :

Nous proposerons à toutes les organisations d'extrême gauche (PSU compris), un vote pour leurs candidats sur la base d'un texte politique précis, analysant la crise de la société française, et critiquant l'Union de la Gauche, comme une opération réformiste et électoraliste, incapable d'assurer la transition au socialisme.

Cette proposition nous permet de démasquer la démagogie unitariste du PSU et de LO, en montrant que si l'unité ne peut se réaliser, ce n'est pas par « mauvaise volonté », mais en raison de désaccords politiques fondamentaux.

Une telle proposition nous permettra d'aboutir à un éventuel accord avec LO, sur des bases politiques claires, et non en raison de la seule « alliance privilégiée » avec cette organisation.

Votes

1 - Delphin

	C.C.	suppléants	CC-CC
Pour	31	1	1
Contre	16	2	3
abs.	1	0	2

2 - Volodar

	C.C.	suppléants	CC-CC
Pour	14	2	3
Contre	34	1	2
abs.	0	0	1

3 - Dyck

	C.C.	suppléants	CC-CC
Pour	7	0	3
Contre	28	3	1
abs.	13	0	2

## Proposition Himmel sur le premier tour

Le refus de voter OCI au 1er tour (ou pour toute autre organisation ne signant pas de texte politique avec nous) signifie qu'on ne peut pas considérer de telles organisations comme une expression – aussi déformée soit-elle – de l'avant-garde du pays. En conséquence, le CC décide de revenir sur la signature avec l'OCI d'un probable accord portant sur la répartition des circonscriptions, cette signature relevant d'un pur opportunisme électoral.

vote sur proposition Himmel : repoussée

	C.C.	suppléants	CC-CC
Pour	3	2	0
Contre	35	0	1
abs.	8	0	2

8

a) Ordre du jour du Congrès  
Rapport de Roger.

Le Congrès aura lieu à Suresnes dans la salle Albert Thomas, prêtée par la municipalité PS : c'est une salle avec 500 places assises avec des tables, plus trois petites salles attenantes (pour buvette et commissions). Le logement sera assuré chez les militants parisiens. Un service de cars sera assuré entre le lieu du congrès et Paris. Les repas seront servis – froids – au milieu des séances qui débuteront à 9 h et se termineront à 22 h (moins 2 h de coupure pour le repas). Des sandwichs et cafés pourront être servis en permanence. Le repas du soir devra être pris à Paris soit chez les militants, soit dans des restaurants. Une commission est mise sur pied pour solutionner toutes les questions matérielles : 40 militants de Paris (2 par section) sont réquisitionnés en permanence pour les services d'accueil, ainsi que le maximum de voitures de militants.

Le Congrès est convoqué du jeudi 9 novembre au dimanche 12 novembre au soir.

Les délégués devront être impérativement présents à 9 h du matin à la salle du Congrès pour vérification des mandats.

De 9 h à 12 h auront lieu successivement :

– l'accueil des congressistes (mandats, logement, paiement des frais, vérifications des délégations de ville).

- l'ouverture du Congrès.
- l'élection
  - 1) du bureau du Congrès
  - 2) de la commission des mandats
  - 3) de la commission des candidatures
  - 4) de la commission des résolutions.
- la présentation et le vote de l'ordre du jour du congrès.

Ensuite le Congrès sera divisé en trois grandes parties équivalant chacune à environ 10-11 h de débat.

1ère partie : discussion sur les 22 thèses

2ème partie : discussion sur la situation politique, l'Union de la Gauche, et la tactique électorale.

3ème partie : résolution sur nos rapports avec « Lutte Ouvrière » (3 h de débat) et résolution sur les questions d'organisation (7-8 h de débat).

Cela équivaut en nombre d'heures à une journée complète de discussion sur chacune des parties.

\* La première partie sur les thèses sera ordonnée en trois catégories principales de tours de parole :

- 1) sur stratégie révolutionnaire et construction du parti révolutionnaire
- 2) sur le travail en direction des entreprises
- 3) sur la question du travail de masse

\* La deuxième partie sera divisée :

- 1) la situation politique
- 2) l'Union de la Gauche et le vote au second tour
- 3) le vote au premier tour.

\* La troisième partie est en fait nettement séparée en deux :

- 1) L.O.
- 2) L'organisation.

Dans la 2ème partie il faudra aborder :

- la construction des villes et des sections
- la question de la formation, du recrutement, des cellules et des CR
- les permanents
- la sécurité et la défense de l'organisation.

\* Il faudra que les camarades déposent leurs amendements le plus tôt possible dans la discussion pour que – dès les premières interventions – tout soit orienté vers le vote de textes écrits. La commission des résolutions organisera la synthèse des derniers textes et leur parution – si possible – pour que les congressistes les aient entre les mains.

\* Les votes auront lieu au fur et à mesure que la commission des résolutions aura reçu et préparé les textes et amendements finaux :

- d'abord le vote sur les thèses
- ensuite le vote sur l'Union de la Gauche et les consignes électorales
- le vote sur nos rapports avec « L.O. »
- le vote sur la résolution organisation (qui sera publiée pour le Congrès).

\* Le dernier après-midi à partir de 14 h sera réservé jusqu'au soir à l'élection du C.C. (il faut que les candidatures parviennent au plus tôt au BP et au CC avant le Congrès !)

\* La séance de clôture, les messages des organisations

se feront en séance publique, pour la presse, le dimanche en fin d'après-midi ou en soirée pendant le dépouillement des votes.

\* Il n'y aura pas d'autres commissions que celles des candidatures, des résolutions, des mandats. Tout se traitera en assemblée générale.

\* Les villes doivent pour que leurs délégations au Congrès soient validées satisfaire aux conditions suivantes :

- 1) être à jour de leurs cotisations d'octobre
- 2) avoir fait parvenir le questionnaire de congrès avant le 1<sup>er</sup> novembre
- 3) avoir payé le mandat de chaque délégué.

\* Le prix du mandat de chaque délégué sera fixé dans une circulaire : il devra être payé par la cellule et non par le délégué et versé à l'entrée du congrès.

### Vote

Le CC adopte l'ordre proposé à l'unanimité :

### b) Publicité des débats

Publicité dans « Rouge » :

2 propositions :

A – qu'un texte de présentation soit fait dans « Rouge » avec des extraits des thèses et résolutions.

B – qu'un article soit fait pour présenter les débats sous contrôle de la commission préparatoire du Congrès.

	C.C.	suppléants	CC-CC
A	17	1	1
B	28	0	1
abs.	2	0	0
contre les 2	2	0	3

\* Ouverture du congrès à la presse

2 propositions :

A – Ouverture du Congrès une journée (sur la situation politique et l'Union de la Gauche) et le reste à huis-clos.

B – Huis-clos total pour les débats.

	CC	suppléants	CC-CC
A	9	0	1
B	35	1	4
Abs.	1	0	0

9  
Le C.C. se prononce  
sur le texte sur les régions  
(cf. BI 36)  
Thèse No 6

Le CC se prononce sur le texte sur les régions.  
(cf. BI 36) Thèse No 6.

Vote:

	CC	suppléants	CC-CC
pour	34	1	2
contre	0	0	0
abs.	11	1	1
NPPV	1	0	1

Le CC refuse de se prononcer sur la thèse No 7 (femmes)

	C.C.	suppléants	CC-CC
Non prise en considération	33	2	4
pour qu'on l'inclue	12	0	1
abs.	1	0	0

Le prochain Comité Central (sur le bilan du CC et du BP et sur la question « des directions que nous voulons ») aura lieu le mercredi 8 novembre à partir de 9 h du matin : convocation au local.

Auparavant une réunion sur le bilan du BP avec une commission du CC (avec Léo, Villeneuve, Louis, Yann, Robs, se tiendra pour préparer ce CC).

### Informations diverses.

\* Les stages des candidats aux législatives auront lieu à Noël entre le 26 décembre et le 30 décembre inclus.

- pour Paris à Bièvres
- pour la province à Poitiers.

Sur les autres stages et écoles nationales, un « cahier du militant » spécial formation sera publié aussitôt après le Congrès.

La liste des textes à sortir en BI s'établit comme suit :

- \* un texte commun d'un camarade de Nice et d'un autre de Grenoble sur l'Union de la Gauche (BI No 39)
- \* un texte de Ramos et Laugier sur les couches moyennes et l'Union de la Gauche
- \* un texte de Rodolphe d'Auxerre (BI No 39)
- \* un texte de Lourson et Jamard sur le travail de masse
- \* un texte de Gueda et Paul sur les couches moyennes
- \* un texte de 6 camarades sur la construction du parti et le travail de masse dans la jeunesse scolarisée
- \* un BI spécial Indochine
- \* Un texte sur le travail femmes
- \* une contribution de la C.N.O. sur le travail entreprise.

---

## Annexe

### Projet d'amendement à la thèse II du CC.

Au second tour, notre consigne de vote doit concrétiser notre analyse de l'accord PC-PS-MGRS comme alternative réformiste globale à l'Etat fort, appuyée sur un programme s'inscrivant dans le système. Nous n'avons donc ni à cautionner ce programme, ni l'« Union » qui le soutient.

Par rapport à une classe ouvrière, et en particulier son avant-garde, que l'on peut considérer dans l'expectative si l'on en croit :

- son abstention au referendum
- le peu d'enthousiasme « spontané » pour le programme commun, y compris dans la CGT (ce qui se reflète jusque dans les discours de Seguy, la mauvaise vente de la VO spéciale, etc...)
- sa combativité non démentie.

Comment déterminer notre consigne ?

Par rapport aux partis ? Si l'on prend l'exemple du PS c'est s'enfermer dans un faux débat sur son rôle, sa nature, parti bourgeois ou ouvrier, ou un peu l'un un peu l'autre. Car s'agissant d'un parti aussi hétérogène, qui est en pleine évolution, ce débat ne saurait être autre chose qu'une bataille de % ou de paris sur ce qu'il deviendra ou restera. En effet, quels points communs entre une fédération comme celle du Pas-de-Calais (qu'on dit ouvrier) et celle du Gers (résidus de notables maquignons) ? Qu'y-a-t-il de commun entre un Deferre et un Poperen, celui-ci ayant d'ailleurs refusé la candidature de celui-là en 69 ?

Non, la position la plus logique et la plus éducative que nous puissions prendre, dans la situation d'aujourd'hui (cf. le 2ème paragraphe) est donc de déterminer notre vote par rapport au candidat, ou plus exactement à sa position de classe. La seule question à se poser est : le candidat appartient-il ou n'appartient-il pas au mouvement ouvrier, est-il perçu comme tel dans sa circonscription ?

Ne faisant ainsi aucune référence à l'étiquette (l'électeur est encore plus trompé que le consommateur !) nous n'aurons pas besoin :

- de ne pas le nommer (sic !) pour éliminer le MGRS entièrement

- d'entortillements pour trancher dans le PS : nous nous définirons par rapport aux courants : les courants Poperen, CERES sont des tendances actuelles du mouvement ouvrier (liens avec la CFDT, proposition de campagnes communes, meetings, comités de base avec le PC, etc...)

- d'appel aux sentiments pour un vote PC, surtout seul, à 100 %. Il y aura sans doute des candidats du PC qui même aux yeux de couches ouvrières peuvent apparaître comme ennemis de classe. Les milliardaires exploitent type Doumeng, les exécuteurs patentés des basses œuvres policières et financières : pas de socialisme avec ces ordures. Il serait intéressant de ne pas les manquer.

En outre, cette position permettra d'appeler à voter pour quelques candidats faisant partie du mouvement ouvrier à titre « individuel » (Cot ?) et pour la plupart des rares PSU qui seront présents au second tour. En effet, et après le Joint Français, le maire de St. Brieuc est un candidat ouvrier, et sera perçu comme tel, à juste titre. Ne pas appeler à voter pour ces candidats au 2ème tour, sous le prétexte de ne pas renflouer un parti en voie de disparition est hyper-sectaire. La logique de ceci est l'abstention pure et simple au 2ème tour. De plus les étiquettes peuvent disparaître et les militants rester.

L'examen cas par cas des candidats ne sera pas laissé à la seule initiative des villes concernées. Le CC devra ratifier les décisions et les expliquer publiquement ainsi que ses critères.

Deuxième paragraphe identique à celui du CC : « Il est peu probable que d'ici les élections... par rapport à la bataille électorale »

le 23/10/72  
El Monte - Tarbes.

## DECLARATION DE TENDANCE.

Le Comité Central et la Commission de préparation du Congrès ont enregistré la création d'une deuxième tendance dont voici le premier texte:

### Tendance 2

**Restituons les cohérences !**

**Continuons le débat !**

Nous réintervenons dans le débat préparatoire du 3<sup>ème</sup> Congrès, car si le débat a progressé, il nous semble encore bien confus sur nombre de questions. Les résolutions sont d'ailleurs révélatrices de ces contours encore flous du débat au niveau du CC. Gebracq reste convaincu « qu'il y a des divergences en puissance ». Nous pensons que ces divergences sont nettement apparues au niveau du débat et que le vote sur la période révèle un unanimité de façade. Non pas que nous voulions diviser le CC par vice, mais parce qu'il existe de toute évidence aujourd'hui plusieurs courants (nous disons bien des courants) dans l'organisation. Pour y voir plus clair, il faut revenir sur l'historique du débat.

**Question de méthode :  
démâsquons l'opportunisme !**

Le BI 28, conçu comme texte cadre, n'était qu'une longue énumération de généralités qui ont guidé les pratiques plus ou moins contradictoires de l'organisation depuis le second congrès. En ce sens, le débat a été réellement lancé par le BI 30, c'est son grand mérite.

Le BI 33 de Roger s'est placé aux antipodes du BI 30 et à notre avis, ce n'est pas un hasard. Les camarades Gebracq, Antony, Stéphanee, Arthur, d'une part, et Roger de l'autre, représentaient, même si c'est de manière déformée d'ailleurs, deux courants opposés. C'est dans un premier temps sur ces deux positions que s'est polarisé le débat dans les cellules.

La contribution des camarades Clélia, Radot, Sterne et la nôtre, se sont inscrites, quelles que soient les divergences entre les uns et les autres sur tel ou tel point dans la même dynamique globale que celle du BI 30, si l'on excepte les conclusions hâtives des camarades sur certaines composantes des couches moyennes.

Quant aux camarades Valentine-Michelet, leurs propositions sont très claires, il faut le leur reconnaître. A notre avis, ils se trompent de A à Z en partant d'une analyse complètement erronée de la période. Mais ils ont le mérite de ne pas faire preuve d'opportunisme dans la manière de mener le débat, ce qui n'est pas le cas de tous les camarades ayant voté, dans la sacro-sainte unanimité, les thèses sur la période au CC. Les explications de vote

n'y changent rien. A l'évidence, cette résolution s'inscrit pour l'essentiel dans la dynamique de ce que nous considérons comme la gauche de l'organisation. Roger n'a « rien brisé », ce qui est plus inquiétant, c'est que sa cohérence ne s'est pas brisée officiellement (cf explication de vote). Autrement dit, ni auto-critique, ni résolution contradictoire, mais une vaine tentative de justification. A cela, rien d'étonnant, cette résolution conserve encore de nombreuses ambiguïtés, ce qui peut permettre des interprétations pour le moins curieuses. C'est pourquoi, tout en acceptant son cadre général, nous entendons la clarifier sur la préparation des travailleurs à la prise du pouvoir, sur la question de l'unité de la classe et de son avant-garde organisée autour du programme de transition qu'il nous faut. Sur la conjoncture, le fait est à souligner, le CC a voté contradictoirement les points 2 et 3 sans prendre en considération l'analyse de la situation politique. Qu'après cela, on ne vienne pas nous dire que ce n'est pas des divergences au niveau de la période qui sous-tendent les diverses positions dans le débat. Nous pensons d'ailleurs, que ce débat sur la conjoncture est révélateur des cohérences et incohérences des uns et des autres. Sur ce terrain, il nous est impossible, pour des raisons différentes, d'entrer dans le cadre de l'un des deux projets de Résolution. Nous présenterons en conséquence une résolution contradictoire au Congrès, sur la base de la deuxième partie de notre plate-forme de tendance.

**Où en sont  
les divergences ?**

Sur la période, rappelons ce que disait Lucaks dans son *Lénine* : « ... Si le caractère fondamental de l'époque est révolutionnaire, une situation révolutionnaire peut se présenter à chaque instant dans toute son acuité. Il est rarement possible de déterminer à l'avance et avec exactitude le moment et les circonstances de son apparition. Mais en revanche il est possible de déterminer les tendances qui y conduisent aussi bien que les principes fondamentaux de l'action adéquate quand le processus révolutionnaire commence. C'est sur cette compréhension que s'est fondée l'activité du Parti ». Nous pouvons donc cerner les divergences sur les tendances générales tant au niveau objectif que subjectif.

*Au niveau objectif* : certains camarades voient dans un « retour à la normale » la stabilisation d'une situation où le rapport de forces entre les classes n'est pas susceptible d'une modification telle qu'en découlerait une authentique crise révolutionnaire. Pour nous, la crise de l'Etat fort, et l'instabilité politique qu'elle engendre, accentue rapidement la dégradation du rapport de forces aux dépens de la bourgeoisie, contribuant ainsi à créer une situation pré-révolutionnaire où le terme de l'affrontement de classes se précise.

*Au niveau subjectif* : cohérents avec eux-mêmes, certains camarades prennent leur temps pour construire un beau parti aux côtés du Père stalinien, que l'on tuera un de ces quatre, mais l'heure n'est pas encore venue. Pour nous, au contraire, il nous paraît essentiel avec nos faibles forces de prendre nos responsabilités en répondant présents aux masses en lutte contre l'ordre capitaliste, sans illusion, mais aussi avec la plus grande détermination.

Sur la conjoncture : certains camarades voient dans l'Union de la Gauche, l'expression de la mobilisation des travailleurs qui voient s'ouvrir devant eux pour la première fois depuis 1968, une perspective politique. En conséquence, nous devrions nous démarquer mais sans nous couper de la dynamique enclenchée, ce qui signifie un vote PC au second tour. D'autres prétendent organiser la défiance vis-à-vis de l'Union de la Gauche qu'ils analysent correctement comme une alternative réformiste à l'Etat fort sans commune mesure avec le Front Populaire, mais en même temps, ils choisissent une tactique électorale qui ne peut que jeter la confusion parmi les travailleurs les plus avancés. Pour notre part, analysant l'Union de la Gauche comme une voie de garage dans laquelle une frange importante de travailleurs refusera de se laisser canaliser, nous préconisons sur le plan électoral, un désistement conditionnel pour le PC conforme à notre tâche centrale : organiser la défiance contre les solutions réformistes. Nous n'excluons pas d'ailleurs l'abstention motivée dans le cas d'une accélération du processus, qu'il est trop tôt pour envisager concrètement.

### Pour un débat démocratique !

Nous avons pris la décision de nous constituer en tendance, ce qui nécessite quelques explications complémentaires à la plate-forme de tendance. Nous considérons avant tout que le débat n'est pas mûr sur un tas de questions. Compte tenu des dates de diffusion des BI, combien de cellules sont réellement à flot dans le débat ? C'est pourquoi notre décision intervient aussi tard. C'est la seule manière démocratique de défendre nos positions. Nous souhaitons pour ce faire, que les expériences malheureuses en la matière ne desservent pas trop les tendances. Le troisième Congrès est aussi important de ce point de vue. Par ailleurs, sur des questions importantes que nous posons dans la partie III : construire l'organisation, du texte « choisir ses armes », aucune contribution n'a apporté des éléments de réponse ; il n'est jamais trop tard pour bien faire. Quant à nous, il nous est impossible en l'état actuel de notre travail, d'avancer plus loin. C'est pourquoi notre plate-forme de tendance n'intègre pas cette question fondamentale du renforcement des gardes fous et de la démocratie dans nos rangs. C'est une carence importante dont nous sommes tout à fait conscients. Ce que nous refusons catégoriquement, c'est une réponse administrative du type : multiplions le nombre de permanents. C'est vraiment trop insuffisant ! Enfin soyons clairs, notre courant est l'émanation de camarades qui sont trop coupés d'une vision centrale de l'organisation pour apporter des réponses complètement satisfaisantes. Et pourtant, nous sommes bien obligés de nous en contenter.

C'est pour cela que nous lançons un appel aux camarades de l'organisation qui se sentent proches de nos positions pour que notre bataille pour ce 3ème Congrès nous permette de sortir des lieux communs rassurants, d'éviter les déviations droitières qui nous menacent à un tournant

décisif de notre histoire, et afin d'avancer mieux armés et plus résolus dans la construction du parti révolutionnaire que nous voulons !

le 18 octobre,  
BORIS (Dijon), PETRONILLE (Auxerre),  
GARIBALDI (Dijon), TRICASSE (Bordeaux),  
NADIA (Dijon), ALEXANDRA (Dijon).

---

## Plate-forme de tendance

---

« Le caractère de la période de transition fait un devoir à tous les Partis Communistes d'élever au plus haut point leur esprit de combativité. Chaque combat isolé peut aboutir à un combat pour le pouvoir. Le Parti ne peut acquérir ce mordant que s'il donne à l'ensemble de sa propagande le caractère d'une attaque passionnée contre la société capitaliste, s'il sait dans cette agitation se lier aux plus larges masses du peuple, s'il sait leur parler de façon qu'elles puissent acquiescer la conviction d'être sous la direction d'une avant-garde luttant effectivement pour le pouvoir.

Thèses sur la tactique.  
IIIème Congrès de l'IC

## La période et nos tâches

---

### 1 — La prise du pouvoir. Comment ?

---

La thèse 1 de la résolution sur la période souligne que « les contradictions s'aggravent et qu'une crise sociale globale se manifeste dans plusieurs pays européens ». Le développement dans ce cadre, et tant qualitatif que quantitatif des luttes des travailleurs européens, permet d'espérer l'ouverture à court terme d'un front commun déterminant pour la situation mondiale. C'est l'Europe en lutte qui reliaiera l'Indochine victorieuse.

La situation politique ne pourra cependant demeurer incertaine sur une longue période, en l'absence d'une solution politique centrale, sans avoir des effets négatifs sur la combativité et le niveau de conscience des masses, comme le souligne la résolution. C'est pourquoi nous devons travailler à la concrétisation de nos projets afin de présenter une solution crédible, alternative à celle des réformistes dans la classe ouvrière.

Il est insuffisant d'envisager, comme le fait la thèse 9 (point 6) diverses hypothèses de travail schématiques et abstraites, sans dire laquelle choisir. Si la question du pouvoir est posée, et surtout si nous ne pouvons pas actuellement concrétiser notre propagande sur le gouvernement des travailleurs par un mot d'ordre transitoire, nous devons affirmer la nécessité de l'unité ouvrière dans

le cadre d'un front unique de classe, dont le développement est lié à la modification du rapport de forces entre réformistes et révolutionnaires ; nous ne pourrions d'ailleurs avancer cette perspective que dans la mesure où nous en assumerons consciemment le choix. C'est ce qu'attendent de nous les travailleurs les plus avancés. Diverses contributions ont à juste titre rejeté l'hypothèse d'une réédition améliorée de mai 68. La structuration de la classe par les stals impose l'abandon des illusions quant à une perspective de généralisation plus ou moins spontanée d'organes de double pouvoir.

Les révolutionnaires doivent travailler à la constitution d'un front unique de classe permettant la mobilisation de l'ensemble des travailleurs pour un gouvernement ouvrier. Fidèles à notre conception du socialisme, nous nous battons pour impulser toutes les formes d'auto-organisation des travailleurs en lutte, afin que le gouvernement des organisations ouvrières soit, dès sa constitution, immédiatement placé sous le contrôle d'organes de pouvoir soviétique. C'est dans ce cadre que les révolutionnaires démasqueront aux yeux de la grande masse des travailleurs ceux qui voudront la priver de sa conquête.

## 2 — Un choix stratégique : le Front Unique.

La résolution affirme (thèse 10) la diversité des processus de radicalisation auxquels nous sommes confrontés. Nous devons tendre à leur unification dans et autour de la classe ouvrière. Ce qui suppose une tactique de construction du PR qui ne tombe, ni dans les implications citées par la thèse, ni dans l'abandon de fait de toute perspective stratégique, pour une réponse strictement conjoncturelle au problème des alliances. Il est impossible d'affirmer d'une part la justesse stratégique du Front Unique, et d'autre part de refuser la subordination de notre tactique à cette perspective. Notre projet stratégique par ailleurs ne se monnaiera pas par étapes successives. Il est donc impossible de distinguer une période, entre la propagande et l'action, où, pour contourner les difficultés diverses, nous resterions muets sur cette question !

Nous réalisons l'unité avec le reste de l'extrême gauche pour forcer les organisations ouvrières réformistes à l'unité de classe. Notre politique unitaire se trouve déterminée par le souci de la plus grande unité sur des positions de classe. Ce qui signifie actuellement que nous débordons presque toujours d'abord, pour poser les bases de l'unité d'action. En ce sens notre projet politique est absolument contradictoire à celui des lambertistes. Nous imposons à l'ultra-gauche, par notre hégémonie la réalité de l'unité ouvrière. Nous imposons aux réformistes la présence d'un pôle révolutionnaire sur des positions de classe.

Notre mot d'ordre pour un front uni anti-impérialiste mondial exprime la cohérence de cette perspective au niveau combiné à l'échelle internationale. Notre développement inégal nous permet par ailleurs de déborder sensiblement à l'échelle d'une ville ou d'une région le cadre imposé par nos limites nationales. C'est en s'appuyant sur ces 2 données que nous pourrions commencer à poser les jalons d'un véritable front unique, contre notre propre bourgeoisie. Nos campagnes centrales doivent viser dans ce sens à toujours expliquer la nécessité d'une mobilisation dans l'unité sur une base ouvrière. Ce n'est qu'ainsi que nous réduirons les niveaux de conscience

très divers des travailleurs les plus avancés en les organisant en véritable avant-garde ouvrière liée aux masses.

## 3 — Pour la construction du Parti : l'unité des révolutionnaires.

La construction du POR que nous voulons passe par l'unité des révolutionnaires au sein même du parti. C'est pourquoi la perspective de fusion avec LO, dont aucun texte ne justifie l'abandon de fait, doit être réactualisée (cf. BI 35). Nous ne pouvons laisser stagner ces camarades dans leur évolution politique. Ce serait un grave échec pour nous.

Soyons beaucoup plus offensifs à leur égard en considérant que la fusion serait une étape décisive dans la construction du parti. Il est illusoire d'espérer en effet l'érosion linéaire de ce groupe qui constitue la seule composante organisée sérieuse, en dehors de nous, du futur PR. Sans opportunisme, nous devons prendre le risque d'une fusion dont le refus de notre part, en l'état actuel des rapports de forces, serait une preuve de faiblesse évidente. L'impact d'une telle fusion, tant sur la construction de la section que sur celle de l'Internationale, ne peut échapper plus longtemps à l'organisation.

## 4 — Travail de masse et programme de transition

La résolution du CC envisage les problèmes de l'homogénéisation de notre travail de masse essentiellement au niveau des correspondances organisationnelles (thèse 14). Ces correspondances sont bien évidemment impossibles, car elles supposeraient au moins un PR déjà construit, implanté dans la classe. Y compris dans ce cas, des différenciations, avec l'entrée en lutte de couches périphériques à la classe, demeureraient entières sur le plan des structures d'organisation. Sur le plan programmatique, la résolution reste muette. Or, si nous pouvons, et si nous devons, homogénéiser notre travail de masse, c'est sur les mots d'ordre que nous avançons. C'est seulement ainsi que le parti peut jouer son rôle de direction révolutionnaire des masses.

Il est vrai que nos carences en matière d'élaboration programmatique continuent d'hypothéquer largement notre développement (cf. Sur le Manifeste dans le BI 35). On parle de plate-forme « lutte de classes », chaque camarade mettant derrière ce terme ce qu'il veut ! C'est sur cette ambiguïté, que repose l'unanimité du CC sur le travail de masse. Notre travail de masse à l'heure actuelle ne peut être envisagé que sur la base de la solution révolutionnaire au problème de la crise globale de la société, autrement dit sur la base du programme de transition. C'est ce que sous-entend la mise en place de nos fronts rouges de masse.

En secteur ouvrier, une tendance syndicale permanente oscillerait sans cesse entre un regroupement politico-syndical et un vulgaire courant de pression à la manière lambertiste. C'est pourquoi, un tel projet est actuellement inopérant. Nous n'assisterons que conjoncturellement, dans les luttes, à la constitution de courants unitaires sur les bases des révolutionnaires, débordant le cadre du mouvement syndical divisé. En ce sens, la ten-



dance sera conjoncturelle et de masse, et non permanente dans les organisations de masse.

Dans les autres secteurs et en l'absence de mots d'ordre transitoires spécifiques à ces derniers, c'est la liaison avec la classe ouvrière sur ses mots d'ordre qui sera le discriminant. Le dégagement conjoncturel de courants revendicatifs de masse, de plus en plus larges, ne peut être garanti que par le développement de l'implantation de l'organisation, par le biais de ses fronts périphériques.

#### — La conjoncture et nos tâches.

1) La situation politique globale se caractérise par le rétrécissement de la base sociale du régime, l'usure du personnel politique en place et la dégradation du rapport de forces aux dépens du pouvoir, en fonction des limitations de ses marges de manœuvre économiques et sociales.

La solution Messmer, marquant à la fois le durcissement du régime autour du Bonaparte et le désir d'appâter les masses dans la période électorale, par quelques concessions sociales, a fait long feu.

Les mesures sociales, payées et récupérées par l'inflation sont apparues aux yeux des masses comme des miettes insignifiantes. Elles constituent en conséquence plus une prime à la combativité qu'un pare-feu.

Le durcissement du pouvoir n'a pas cessé de s'accroître, notamment depuis la conférence de presse de Pompidou. Une nouvelle opération est en cours tendant à accréditer l'image d'un bonaparte mûri et retrouvé après de Gaulle, en la personne de Pompidou.

Cette tendance générale au retour au bonapartisme classique voue à l'échec les diverses tentatives de regroupement-ouverture sur la base d'une redistribution des cartes, tant celle de Giscard d'Estaing que celle de Lecanuet. Elle a pour conséquence annexe de reléguer les courants similaires représentés par Faure ou JJ-SS à un rôle subalterne. L'UDR, sous la conduite directe du bonaparte, reste en dernière analyse maîtresse de la situation face aux autres fractions de la bourgeoisie.

2) L'Union de la Gauche connaît elle aussi ses difficultés. Sa composante ouvrière, le PC, voit s'amplifier un certain nombre de contradictions. On assiste à une remontée du courant néo-stalinien, correspondant à la reprise en main par la bureaucratie du Kremlin des PC européens (Italie, Finlande, intervention d'Abrassimov). Le courant majoritaire, tout en lui faisant des concessions (note de Fajon sur l'anti-soviétisme) s'efforce de dégager une marge de manœuvre. Par ailleurs, il doit faire face à la pression de la petite bourgeoisie montante, y compris au niveau de l'appareil. Il est significatif que le renouvellement des cadres soit plus aisé pour le parti dans les couches périphériques que dans la classe ouvrière. Dans ces conditions, on assiste à une mise au point plus nette de la CGT. Seguy se charge des déclarations en pointe et l'action à la base est remise en honneur après la polarisation sur les perspectives électorales. C'est la réponse à la politique de la bourgeoisie. Le discours de Pompidou a mis fin aux illusions d'arracher des concessions sans épreuves de forces. Face à ce blocage la fraction stalinienne de la CGT ne pouvait ni lancer la lutte sous peine de débordement, ni casser ouvertement sous peine de débordements appuyés par la dénonciation des révolutionnaires.

Dans ce cadre, même des journées nationales pluri-sectorielles comme les 7 et 23 juin demeuraient dangereuses. La CGT a trouvé la parade : assurer une certaine globalisation sans généralisation de la lutte pour capitaliser le mécontentement sans être débordés ; le tout couronné par une solidarité verbale avec les luttes dures. La contradiction déjà soulignée entre les nécessités de la situation et les limites des moyens de lutte mis en œuvre, se trouve ainsi considérablement accentuée.

La perspective choisie par la fraction stalinienne implique par conséquent un certain nombre de concessions à la combativité ouvrière, concessions qui ne sont pas de nature à rassurer le PS. De même, la polémique contre la CFDT se fait moins âpre, ce qui est significatif vu que c'était son « gauchisme » qui était essentiellement visé.

Le PS quant à lui, voit ses distentions internes accentuées, ce qui oblige Mitterand à se démarquer d'avantage. L'attitude de la direction de la FEN, les pressions de l'aile droite, réduisent ses marges de manœuvre. Par ailleurs, le contre-poids au PC des républicains de progrès lui fait cruellement défaut. Il est clair que le PS est moins que jamais disposé à tolérer le « danger communiste », c'est-à-dire la « sensibilité » du PC à la pression de la combativité ouvrière dans une coalition où ce dernier est hégémonique.

C'est dans la dynamique de l'Union de la Gauche qu'il faut situer le jeu du PSU et plus encore de la CFDT ; la dissolution de la fédération de Paris du PSU vient mettre un point final à la normalisation de cette organisation. Le manifeste qu'il prépare est par bien des côtés une réponse parallèle et convergente à celle de la CFDT envers l'Union de la Gauche. La CFDT, quant à elle, tend à jouer un rôle quelque peu « MIRiste » dans le processus, en accentuant les contradictions internes de la « grande Union Populaire ».

Dans ce cadre, l'Union de la gauche, apparaît en l'absence d'un pendant droit au PC quelque peu sérieux, comme une solution inacceptable pour la bourgeoisie, d'où la polarisation de cette dernière autour de Pompidou. La dynamique unitaire dans la classe compte tenu des dissensions internes entre PC et PS est usée avant même d'avoir servi.

Tout concourt à affaiblir la crédibilité de cette solution de rechange. Des luttes peuvent éclater, sans apparaître nécessairement liées au cadre électoral aux yeux de la base, ce qui rend leur apparition et leur canalisation explosive pour l'Union de la Gauche elle-même.

3) Dans les mois qui viennent, conformément à la tâche centrale de la période, les marxistes-révolutionnaires développeront leurs liens avec la frange la plus radicalisée des travailleurs en soutenant inconditionnellement leur lutte, y compris si elles expriment des tendances spontanément gauchistes. Ce n'est qu'ainsi que nous gagneront notre droit de critique envers l'avant-garde ouvrière. Nous appellerons à la participation à toutes les luttes nationales, en expliquant qu'elles donnent une idée de ce que pourrait être une lutte généralisée, et en développant nos perspectives, nous ne tomberons pas dans le piège qui consisterait à désertir une lutte sous prétexte qu'elle est bidon. Nous ne participerons pas sans appeler aux débordements, autrement dit, nous ne capitulerons pas.

Face au durcissement du pouvoir, l'auto-défense ouvrière sera la seule réponse adéquate. Ce qui implique que nous donnions l'exemple en tenant la rue face aux interdictions du pouvoir et que nous réactivions la lutte anti-fasciste et tout spécialement la lutte pour le démantèlement de la CFT.

C'est la situation très précise qui présidera aux élections qui nous amènera à trancher définitivement sur notre vote au second tour. En l'absence de changements substantiels, nous nous désisterions pour le PC en posant des conditions assurant notre liberté de critique dans la perspective d'un authentique Front Unique de Classe.

L'ensemble de ces tâches nécessite une propagande offensive et centralisée – donc nationale – qui nous permette au fur et à mesure de son développement d'avancer un embryon de solution au problème de la généralisation. Ce qui implique que nos campagnes doivent s'articuler sur une réponse concrète à la situation, monnayée au gré du développement du processus de montée des masses. C'est dans ce cadre que nous élaborerons un véritable corps de mots d'ordre transitoires nous permettant de déboucher sur la question du pouvoir. Dans l'immédiat par exemple (cf. analyse de la situation) nous devons impulser la lutte pour l'échelle mobile des salaires et des heures de travail sous contrôle ouvrier, enclenchant une autre campagne à terme sur les conditions de travail (affiches nationales, plaquettes, etc.)





